



# Les classes sociales en MOC

*Enquête sur les usages d'une notion en question*

Jean MATTHYS & Anne-France MORDANT

Chargé·es de recherche à la FTU

Reconnue en tant qu'association d'éducation permanente, la FTU est :

- ❖ Un espace d'analyse, d'évaluation et de recherche en appui à l'action d'éducation permanente, à l'action politique et à la formation.
- ❖ Le service d'études du MOC
- ❖ Un acteur de rencontre entre le monde du travail et le monde universitaire

- Janvier 2025 -

Protection de la propriété intellectuelle : la FTU utilise le système de licences et de partage des connaissances Creative Commons  
<http://creativecommons.org/licenses/by-nc-sa/2.0/be/deed.fr>



Les notes d'éducation permanente sont mises à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Partage à l'Identique 3.0 non transposé.

Les autorisations au-delà du champ de cette licence peuvent être obtenues auprès de [christine.steinbach@ftu.be](mailto:christine.steinbach@ftu.be)

FTU – Association pour une Fondation Travail-Université

Chaussée de Haecht, 579  
1030 Bruxelles  
+32-2-2463851

Site éducation permanente : [www.ftu.be](http://www.ftu.be)

Éditrice responsable : Dominique Decoux

# Sommaire

## INTRODUCTION

- 4 **Pourquoi cette enquête ?**
- 5 **Contexte de déclin de la notion de *classe sociale***
- 6 **Méthode**

## CHAPITRE 1 : DE L'UTILISATION DE LA NOTION DE *CLASSE SOCIALE* DANS LES OC DU MOC

- 8 **Milieus populaires : une notion mise au travail dans les trois OC**
- 8 - Les Equipes populaires (2012) : une recherche-action
- 9 - La JOC (2014) : un changement de nom
- 10 - Vie Féminine (2023) : un Congrès identitaire
- 11 **Perceptions et usages contrastés du terme *milieux populaires***
- 11 - Du côté des publics : vision péjorative et mise à distance
- 13 - Du côté des permanent·es : usage fréquent mais vision floue
- 13 - Du côté des organisations : Pourquoi parler de *milieux populaires* ?

## CHAPITRE 2 : TROUBLE DANS LA CLASSE

- 15 **Délimitation d'un public**
- 16 - La question socio-économique
- 18 - La question de l'école
- 19 - Eux et Nous
- 21 **Education permanente, politisation et conscience de classe : quelles pratiques pour quelle(s) visée(s) ?**
- 21 - Les Equipes populaires
- 22 - Vie Féminine
- 24 - La JOC
- 27 **Les critiques adressées à la classe**

## CHAPITRE 3 : DE LA *CLASSE OUVRIERE* AUX *MILIEUX POPULAIRES* : QUELQUES REFLEXIONS POUR UNE MISE EN DEBAT

- 30 **La notion de classe sociale**
- 31 **Classes sociales ou milieux populaires ?**
- 34 **Les *milieux populaires* selon les décrets éducation permanente de 1976 et 2003**
- 35 - Le décret de 1976
- 36 - Le décret de 2003
- 37 - La portée politique du changement terminologique
- 38 **La fin de la centralité ouvrière**

## CONCLUSION

- 42 **Vers une politique de classe ?**

## BIBLIOGRAPHIE

## ANNEXE

- 47 **Questionnaire pour les entretiens semi-directifs**

# Introduction

*Le mouvement ouvrier chrétien a fêté ses 100 ans. Cent ans de défense des intérêts des travailleur·ses. Cent ans de travail culturel et de développement de services. Cent ans de travail politique, par et pour les classes populaires. Mais que faire lorsque le doute s'installe sur la composition des classes populaires ? Que faire lorsque les membres de celles-ci ne se reconnaissent plus dans cette appartenance ? Que faire lorsque la lutte politique à mener au nom d'intérêts de classe semble un combat dépassé ?*

La question paraît d'autant plus cruciale à appréhender à l'heure où les mouvements progressistes sont confrontés au constat d'une (extrême) droitisation des programmes politiques, qui semblent emporter l'approbation d'une partie de l'électorat populaire, quand bien même les mesures phares de ces programmes affaiblissent et privatisent le patrimoine collectif, rempart contre la pauvreté et l'exclusion de celles et ceux qui n'ont pas patrimoine privé. Ce patrimoine constitué collectivement, ce sont les services publics, la sécurité sociale, le droit du travail...

## POURQUOI CETTE ENQUÊTE ?

---

Afin de donner des clés de compréhension à ces différents phénomènes, nous avons développé un cycle de réflexions autour de la notion de « classes sociales ». Le premier temps a été consacré à une définition de ce concept tel qu'il s'est forgé du XIX<sup>e</sup> siècle jusqu'à l'apogée de son utilisation dans les années 1970<sup>1</sup>. Le deuxième temps a été dédié au déclin de la notion depuis 1980, au profit des concepts de *moyennisation* et de *fragmentation de la société*<sup>2</sup>.

Cette étude constitue le troisième temps de ce cycle, et se base sur une enquête réalisée auprès de représentant·es de trois organisations constitutives du MOC (Vie Féminine, Equipes populaires, Jeunesse organisée et combative). Lors de cette enquête, nous avons voulu voir si et comment la notion de *classes sociales* était vivante au sein de ces organisations dont le cœur de métier réside dans l'éducation

---

<sup>1</sup> MORDANT Anne-France, « La notion de classes sociales (1) De la révolution industrielle aux Trente glorieuses : l'âge d'or », Analyse FTU, 2023, URL : <https://www.ftu.be/index.php/publications/accompagnement-de-la-vie-associative/455-la-notion-de-classes-sociales-1>.

<sup>2</sup> MORDANT A.-F., « La notion de classes sociales (2) Depuis 1980 : la fin des classes sociales ? », Analyse FTU, 2023, URL : <https://www.ftu.be/index.php/publications/accompagnement-de-la-vie-associative/457-la-notion-de-classes-sociales-2>.

permanente<sup>3</sup> adressée prioritairement, selon sa définition décrétable, au « public du milieu populaire »<sup>4</sup>. En tant qu'organisations constitutives d'un Mouvement Ouvrier Chrétien dont le référentiel est historiquement celui de la classe ouvrière, qu'en est-il encore aujourd'hui ?

## CONTEXTE DE DÉCLIN DE LA NOTION DE CLASSE SOCIALE

---

Avant de déployer nos résultats, il nous semble important de souligner que cette étude s'inscrit dans un contexte global de déclin de la notion de *classes sociales*. Forcée au XIX<sup>ème</sup> siècle par les travaux de Karl Marx et de Max Weber centrés sur l'ordre économique, la notion de *classes sociales* s'est étoffée au milieu du XX<sup>ème</sup> siècle avec les apports de Richard Hoggart et Pierre Bourdieu qui se sont tous deux intéressés à sa dimension culturelle<sup>5</sup>. La notion a atteint son apogée à la fin des années 1970, époque à laquelle elle était omniprésente dans les champs académiques et militants, puis n'a cessé de décliner depuis les années 1980.

Si la notion de *classes sociales* ne parle plus aujourd'hui, c'est parce que le contexte social, culturel et politique a changé. Les transformations induites par ces changements ont contribué à de nouvelles lectures de l'espace social. Certains analystes diront que la société s'est désormais « moyennisée », d'autres qu'elle s'est « fragmentée ». Pour nombre de ces auteur·es, la notion de classe sociale perdrait ainsi toute pertinence<sup>6</sup>.

Dans ce contexte général de remise en question de la pertinence de la notion de *classes sociales*, nous allons tenter de voir si celle-ci continue à vivre au sein des organisations socio-éducatives du Mouvement Ouvrier Chrétien et de quelle manière. Nous concluons cette étude par des réflexions historiques visant à nourrir la réflexion et le débat autour de ces enjeux au sein du mouvement.

---

<sup>3</sup> Vie Féminine et les Equipes populaires sont financées par le décret *Education permanente*, les JOC par le décret sur les *Organisations de jeunesse*. Cependant pour les trois organisations, l'éducation permanente dépasse la dimension décrétable : elle est au fondement de leur histoire et de leur existence.

<sup>4</sup> Le terme de « milieu populaire » apparaît au singulier dans le décret éducation permanente de 1976, et au pluriel dans le décret de 2003. Nous ferons à la fin de cette étude une hypothèse concernant le sens idéologique à donner à ce changement grammatical peut-être pas tout à fait anodin. Relevons également que l'usage de terme de « public », dès le décret de 1976, mérite également de faire l'objet d'une réflexion critique. « Le terme "public" – et, pire encore, celui de "public-cible" – a déjà spolié les groupes populaires de leur capacité propre d'action » (BLAIRON Jean et FASTRES Jacqueline, [« Education permanente et public populaire – examen exploratoire »](#), in *Intermag*, mars 2017).

<sup>5</sup> MORDANT A.-F., « La notion de classes sociales (1) De la révolution industrielle aux Trente glorieuses : l'âge d'or », *op.cit.*

<sup>6</sup> MORDANT A.-F., « La notion de classes sociales (2) Depuis 1980 : la fin des classes sociales ? », *op.cit.*

## MÉTHODE

---

Sur base d'un questionnaire rédigé au préalable<sup>7</sup>, nous avons réalisé des entretiens semi-directifs avec les représentants des trois organisations constitutives du MOC chargées prioritairement d'éducation permanente : Vie Féminine, Equipes populaires et Jeunesse organisée et combative. Ces entretiens ont été menés entre janvier et mars 2024 avec Aurore Kesch (Présidente de Vie Féminine), Charlotte Renouprez et Guillaume Lohest (Présidente et Responsable pédagogique des Equipes populaires) et Aliou Thierno Balde (Responsable national de la JOC, chargé des questions politiques). Les entretiens ont ensuite été retranscrits, et leur contenu réorganisé en fonction des thèmes abordés, afin de faciliter leur présentation structurée dans le présent texte.

Dans cette étude, nous commencerons par rendre compte de ce que nous ont rapporté les organisations en nous appuyant sur de nombreux verbatims. Ce travail a été effectué dans une démarche comparative, tantôt en déployant la complexité de la logique interne à chaque organisation, tantôt en isolant une thématique et en voyant comment chaque organisation contribue à la nourrir. Travailler de cette manière permet de respecter la singularité de chaque organisation d'une part, et, d'autre part, de faire ressortir de grandes tendances convergentes qui témoignent du contexte de société actuel et de la manière dont les organisations d'éducation permanente du mouvement ouvrier tentent d'y répondre.

Cette façon de travailler comporte aussi des limites : si les représentant·es interrogé·es ont, par leur fonction, une connaissance approfondie de leur organisation et une vision globale des enjeux qui la traversent ainsi que la légitimité de prendre la parole en leur nom, les entretiens n'ont pas été préparés en amont au sein des instances des organisations. De ce fait, il est possible que certaines réponses soient colorées par la sensibilité propre du porte-parole et ne soient pas absolument représentatives de toutes les tendances à l'intérieur des organisations. Par ailleurs, les verbatims sont issus d'entretiens ayant eu lieu sur le mode de la conversation, à partir d'une pensée s'élaborant dans l'instant, et n'ont probablement pas un caractère aussi précis et définitif que si les représentants des organisations avaient dû s'exprimer par écrit. Nous pensons dès lors que les verbatims retranscrits brossent de grandes tendances sans toutefois avoir un caractère de prise de position officielle. Notons également que les propos présentés dans cette étude sont avant tout le reflet de certaines représentations portées au sein de ces organisations par leurs représentant·es. Notre étude ne s'est par exemple pas donnée pour tâche de diagnostiquer directement le rapport des publics à la notion de classes sociales ou de milieux populaires ; il n'en sera ici question que par le prisme de ce qu'en perçoivent et pensent les organisations elles-mêmes (parfois par le biais d'un travail d'enquête interne qu'elles ont elles-mêmes réalisé au préalable).

---

<sup>7</sup> A découvrir en annexe.

A la suite de ce travail sur les verbatims, nous proposons dans une dernière partie quelques réflexions davantage théoriques, historiques et critiques visant à mettre en évidence certaines questions, autant qu'à mettre en question certaines évidences, concernant l'actualité ou l'inactualité de la notion de classes sociales.

Nous vous souhaitons une bonne lecture.

# 1. De l'utilisation de la notion de classe sociale dans les OC du MOC

*A la question : « La notion de classe sociale, est-ce quelque chose que vous utilisez ? Si non, quels termes utilisez-vous pour désigner la situation socio-économique de vos publics ? », les organisations du MOC interrogées répondent de manière unanime et systématique : le terme classe sociale n'est jamais utilisé, on lui préfère l'expression milieux populaires. Les milieux populaires apparaissent rapidement comme « une déclinaison de la classe populaire » ou un synonyme de « personnes d'origine précarisée, défavorisée ». De 2012 à 2024, la notion de milieux populaires a été mise au travail dans les trois organisations. Nous proposons dans cette section de faire un tour des processus menés au sein de celles-ci.*

## **MILIEUX POPULAIRES : UNE NOTION MISE AU TRAVAIL DANS LES TROIS OC**

La première organisation à s'être emparée de ce sujet sont les Equipes populaires qui ont mené un travail de recherche-action en 2012. Pour sa part, la JOC s'y est attelée avec deux processus de réflexion collective autour de son nom, menés respectivement en 2014 et 2022. Vie Féminine, quant à elle, a mis la notion de milieux populaires au travail dans le cadre d'un Congrès identitaire en 2023. Pourquoi avoir voulu travailler la notion de *milieux populaires*? Quels ont été les moyens préconisés? Quels ont été les résultats de ces travaux? Quels sont aujourd'hui les termes privilégiés pour désigner la réalité des milieux populaires ?

### **LES EQUIPES POPULAIRES (2012) : UNE RECHERCHE-ACTION**

En 2012, les Equipes Populaires se lancent dans une recherche-action car, bien que le terme *populaire* apparaisse dans le nom de l'organisation, « cette notion de *milieux populaires* ne vivait pas vraiment ». Les Equipes ont eu besoin d'identifier davantage les gens avec qui elles travaillent au quotidien. Au terme de la recherche-action, elles se sont rendu compte que :

Les gens avec qui on bosse ce sont des gens très variés en termes d'origine socio-économique ; globalement on ne travaille pas avec les dominants de la société, mais avec les dominés dans le système d'aujourd'hui. *Plutôt dominé*, ça peut être depuis ultra-précaire jusqu'à classe moyenne. La conclusion de cela c'était évidemment qu'il y a plusieurs manières de penser ce que sont les milieux populaires, et qu'on l'a pris au sens le plus large possible : pas seulement la partie souffrante du peuple, mais aussi tous ceux qui subissent des dominations : classe moyenne, ou issue d'anciennes classes de travailleurs, qui ont pu acquérir un peu de patrimoine, etc.





Les Equipes populaires se sont ainsi réaffirmées comme une organisation qui cherche à coaliser les différentes fractions des milieux populaires, dans toute leur diversité. Et si, dans l'organisation, on utilise de nombreux termes pour désigner les membres tels que *milieux populaires*, *personnes d'origine précarisée*, *personnes défavorisées*, il y a cependant « une très grande volonté collective d'avoir une fidélité à cet adjectif *populaire*. On garde un phare avec le mot *populaire*, pas seulement parce que ça concerne une catégorisation de public mais aussi une visée, et même une manière de faire (*éducation populaire*) ».

### **LA JOC (2014) : UN CHANGEMENT DE NOM**

En 2014, la Jeunesse Ouvrière Chrétienne (JOC) lance un processus de réflexion à la suite d'une analyse qui cherchait à identifier qui sont les jeunes qui composent la JOC.

On s'est assez rapidement rendu compte qu'il n'y avait plus tellement de jeunes issues de classes ouvrières et même s'il y en a, ils ne se revendiquent pas forcément de ces classes ouvrières ; et puis l'identité chrétienne n'existait quasiment plus à la JOC. On s'est dit « En quoi est-ce que ces deux notions sont encore pertinentes politiquement pour nous » ? On s'est rendu compte qu'elles étaient plus un frein que des moteurs.

Au terme de ce processus de réflexion, la JOC (*Jeunesse Ouvrière Chrétienne*) est devenue les JOC (*Jeunes Organisés et Combatifs*). Un deuxième changement a eu lieu en 2022 : les *Jeunes Organisés et Combatifs* sont devenus la *Jeunesse Organisée et Combative*.

Pour les jocistes, changer de nom ne servait pas à marquer une rupture avec le passé, il s'agissait plutôt d'« inscrire la JOC dans son contexte actuel et surtout dans sa composition dans les jeunes qui sont là, qui font la JOC, pour qu'ils se sentent appartenir à l'organisation ». Car, après tout, « si nos aînés ont donné ce nom à la JOC, c'est parce qu'il y avait un contexte, c'est parce qu'il y avait un public, c'était logique. Pour nous aujourd'hui, ce n'est plus très logique ». C'est dans cette optique d'identification possible des jeunes à l'organisation que le nom a encore changé en 2022 : « Ce sont nos militantes jocistes qui ont poussé à ce que le *jeune* soit transformé en *jeunesse* parce que c'était beaucoup plus inclusif. Cela a été une discussion à laquelle on a adhéré à l'unanimité parce que les *jeunes* [organisés et combatifs] renvoyaient plus au masculin ».

Si le nom de l'organisation a changé, les documents de la JOC font encore très largement référence à la notion de *jeunes des milieux populaires*. L'organisation s'est également demandé ce que cette notion signifiait :

On s'est posé la question de qu'est-ce que cela veut dire « jeunes de milieux populaires ». Et on a entamé un processus de réflexion là-dessus et on s'est rendu compte que quand on parlait de « jeunes des quartiers populaires », on parlait de « jeunes issus de l'immigration ».

On le voit, à la JOC, il semble y avoir un système d'équivalence, ou à tout le moins de forte porosité, entre les termes : *jeunes des milieux populaires, jeunes des quartiers populaires et jeunes issus de l'immigration*.

### **VIE FÉMININE (2023) : UN CONGRÈS IDENTITAIRE**

En 2023, Vie Féminine a mis en place un congrès identitaire dans lequel la notion de *milieux populaires* a été mise au travail. Le processus du Congrès cherchait à savoir si on devait continuer à utiliser ce terme. La question qui se posait était :

*Qui dit qu'on travaille avec les milieux populaires ? Qui définit qui on est ? Est-ce que ce sont les femmes elles-mêmes avec qui on bosse ? Est-ce que ce sont les travailleuses qui disent qu'elles travaillent avec les femmes des milieux populaires ? Le décret nous dit qu'on doit travailler avec les milieux populaires mais ils ont des critères très précis, très factuels en réalité, est-ce que ce n'est pas beaucoup plus large que cela ? En tous cas on a senti qu'il fallait qu'on se ressaisisse de cette question parce qu'elle pouvait amener d'énormes biais quand on ne se met pas d'accord sur qui c'est. Est-ce que les femmes ont envie qu'on parle d'elles comme ça ? Est-ce que, nous, on a toutes la même chose en tête quand on parle de femmes des milieux populaires et surtout qu'est-ce que cela induit, comme démarche ou comme *gap* [écart, distance] ? En effet, quand on nomme mal les choses, on peut avoir une posture inadéquate puisque on n'a pas la même façon de concevoir ce que cela représente.*

Quinze questions ont été posées aux femmes du mouvement dont celle-ci : « *Vie Féminine s'adresse prioritairement aux femmes des milieux populaires. Mais les femmes des milieux populaires, c'est qui aujourd'hui ? Est-ce toujours le public prioritaire ?* ». Six cents femmes ont répondu. La plupart disait : « Moi, milieux populaires, cela ne me représente pas ». Et en même temps, elles insistaient sur le fait que : « Personne, aucune femme n'est à l'abri et donc, du coup, dire qu'on travaille d'abord pour les femmes des milieux populaires, c'est rejeter toute une série de femmes ». L'enjeu du mouvement était par conséquent de « ne pas opposer les différents types de femmes mais mettre le *cœur* et puis les autres types de publics. Là où les femmes étaient unanimes, c'est qu'on doit s'adresser à toutes les femmes. Elles insistaient aussi sur l'importance de ne pas oublier d'avoir une attention particulière aux femmes les plus vulnérables, invisibles, écrasées, celles qu'on n'entend pas, celles qui morflent le plus, celles qui sont les plus éloignées de la participation ». Finalement, le Congrès a voté l'article suivant :

*« Vie Féminine reconnaît les inégalités qui traversent la vie de toutes les femmes et souhaite donc s'adresser à elles toutes dans leur pluralité et leur diversité. Si aucune femme n'est à l'abri des discriminations systémiques, les femmes les plus vulnérables, les plus invisibilisées et les plus marginalisées sont au cœur de notre attention et de nos missions ».*

Cet article invite au retrait du terme *femmes des milieux populaires* de l'écriture du projet social et politique de Vie Féminine au profit des termes *femmes vulnérables, invisibilisées, marginalisées*. Cependant, pour Vie Féminine, « une fois

qu'elles ont voté cela, maintenant, le mot *classe*, c'est notre devoir de mouvement de l'amener tout doucement. En tous cas, de le creuser ».

En conclusion de ce premier tour d'horizon, on peut constater que les trois organisations constitutives du MOC ont senti le besoin ces quinze dernières années de s'interroger sur qui sont leurs publics, ou qui devrait être leur public prioritaire. Lors de ces analyses, la notion de *milieux populaires* a été mise au travail, notamment à partir de la perception que peuvent en avoir les membres. Les résultats de ces travaux sont contrastés. En effet, si le constat d'un flou conceptuel autour de la notion de *milieux populaires* est présente dans toutes les organisations, celles-ci ont pris des décisions différentes. Pour les Equipes Populaires, il y a réaffirmation d'une fidélité au terme *milieux populaires* sous ces différentes déclinaisons : publics, visée, méthode. Pour Vie Féminine, au contraire, il y a abandon du terme *milieux populaires* dans sa communication vers le public, avec comme raison principale le fait que les femmes du mouvement ne se reconnaissent plus dans ce terme et qu'il peut être excluant, alors que Vie Féminine réaffirme désormais son intention de s'adresser à toutes les femmes dans une société patriarcale. L'organisation féministe ne ferme cependant pas la porte à l'introduction du terme *classe sociale* dans son Projet Social et Politique. Quant à la JOC, si elle a choisi d'abandonner les termes *ouvrier* et *chrétien* parce qu'ils ne disent plus rien de qui sont les jeunes qui font la JOC aujourd'hui, elle n'a pas renoncé au terme *milieux populaires*. Celui-ci continue à faire référence dans les documents officiels, sans pour autant définir fondamentalement l'identité du mouvement.

## **PERCEPTIONS ET USAGES CONTRASTÉS DU TERME MILIEUX POPULAIRES**

Lors des différents processus internes mis en place par les trois organisations constitutives du MOC pour interroger la notion de *milieux populaires*, différentes perceptions et usages de ce terme ont émergé. La diversité des interprétations possibles montre bien le flou conceptuel qui entoure désormais cette notion. Mais le plus remarquable dans ces travaux est la mise au jour d'un contraste flagrant entre les usages et perceptions des publics/membres/militants des organisations d'une part, et les usages et perceptions des permanents d'autre part. Nous allons tenter dans la prochaine section d'en rendre compte.

### **DU COTE DES PUBLICS : VISION PEJORATIVE ET MISE A DISTANCE**

Du côté des publics, un premier constat est celui de la diversité des compréhensions, voire de la mécompréhension du terme. Ainsi, lors des consultations de Vie Féminine :

Il y a des femmes qui disaient : « les femmes qui sont populaires, c'est les femmes qui sont des stars ». Il y avait différentes compréhensions du terme *milieux populaires* : « Des femmes qui sont connues », « des barakis », « le peuple » (dans le

sens nationaliste du terme), donc pas péjoratif là, mais davantage : « Oui, le peuple, moi je fais partie du peuple, moi j'en suis fière », mais c'est pas encore *populaire*, le peuple ! La compréhension du mot était assez diverse et en tout cas souvent ressentie comme péjorative. Un terme dans lequel les femmes ne se reconnaissent pas.

Au-delà de la diversité des compréhensions du terme *milieux populaires*, il y a, chez les publics interrogés, un consensus sur la dimension péjorative de celui-ci. Aux Equipes populaires, bien que la moitié des répondants à la dernière enquête interne<sup>8</sup> ait répondu « se sentir appartenir aux milieux populaires », on constate que « dans des journées d'étude ou de réflexion, les gens s'extraient des milieux populaires. Ils disent : "Nous on va traîner avec les Milieux Populaires" mais ils ne vont pas eux-mêmes se catégoriser comme tels, il reste un côté dépréciatif du terme. Il y a un rapport ambivalent ». Cette mise à distance du terme est confirmée par Vie Féminine : « Lors des consultations, les femmes disaient : "Moi, milieux populaires, cela ne me représente pas. Je ne sens pas ce mot-là". Ou encore : "Ben alors, je vais pas rester là parce que moi je crois pas que je sois des milieux populaires" ». Même écho du côté de la JOC :

Je n'ai jamais entendu un jeune jociste dire : « Je suis fier d'être de milieu populaire ». En fait, c'est une discussion qui est là, les jeunes ne vont jamais ne pas être fiers de leurs parents ou du milieu duquel ils viennent, mais ils ne vont pas en faire forcément une grosse revendication dans leur lutte politique au quotidien.

Si le terme *milieux populaires* est perçu comme péjoratif par les publics qui veulent s'en distancer, il est aussi critiqué par ceux-ci car il est jugé insuffisant pour « désigner les effets du racisme et du sexisme ». C'est en tous cas ce qu'avancent Vie Féminine et la JOC qui se revendiquent davantage de l'intersectionnalité.

VF : Elles disaient que ce terme (de *milieux populaires*) était désuet, fourre-tout, péjoratif et que c'était un terme qui ne correspondait plus pour la plupart d'entre elles aux réalités de vie des femmes et également qu'il était insuffisant pour désigner les effets du racisme et du sexisme.

JOC : On pense que la question de la classe simplement, dans un contexte occidental tel que celui-là, la question de la classe telle que travaillée sur le plan politique par certaines organisations, nous on ne pense pas qu'elle est suffisamment inclusive et qu'elle permette à des jeunes des quartiers populaires issus de l'immigration de s'y impliquer vraiment et de s'y retrouver. La question juste de la classe est importante mais n'est pas le seul paramètre.

## DU COTE DES PERMANENT·ES : USAGE FREQUENT MAIS VISION FLOUE

---

<sup>8</sup> DELPERDANGE Laurence & LOHEST Guillaume, *Peur, colère, défiance. Et après ? Une recherche participative des Equipes Populaires (2019-2023)*, Namur, Equipes populaires, 2023, URL : <https://www.equipespopulaires.be/wp-content/uploads/2023/12/PDR-RECH-PART-2019-2023-20240424-WEB.pdf>

Si les publics des organisations utilisent peu le terme *milieux populaires* et préfèrent le mettre à distance, les textes des trois organisations constitutives y font largement référence et les permanent-es y ont fréquemment recours : « Nous ici à la coordination des Equipes populaires, on utilise beaucoup le mot *populaire* – d'ailleurs dans notre intérêt naissant pour l'écologie populaire, on va encore le ressortir. Mais c'est beaucoup moins clair pour nos publics ».

L'utilisation abondante du terme *milieux populaires* se fait cependant sans balises conceptuelles claires et unifiées. Aux Equipes, « chaque travailleur de terrain a ses mots et sa propre vision mais, globalement, les milieux populaires sont “*les gens*”, les gens qui galèrent, pour qui d'une manière ou d'une autre la vie n'est pas simple, et à qui l'organisation du système ne bénéficie pas d'une façon ou d'une autre ». Pour les Jocistes, les *jeunes des milieux populaires* seraient les *jeunes des quartiers populaires*, et donc, le plus souvent, les *jeunes issus de l'immigration*. Du côté de Vie Féminine, on s'interroge :

Qui sont les *milieux populaires* ? Est-ce qu'appartenir aux *milieux populaires*, ça peut être aussi ne pas terminer ses fins de mois ? Être avec des dettes de son ex-mari ? Ou, c'est ne pas avoir fait l'université ? Mais ça, certains disent que cela ne veut plus rien dire. En tous cas, il faut essayer d'unifier les représentations pour qu'on travaille toutes dans le même sens.

On le voit, les interprétations sont nombreuses, variées et ont des contours flous. Si cette imprécision permet de n'enfermer personne dans des cases étriquées, il pourrait y avoir un risque à ce qu'elle favorise le recours à des stéréotypes, en lieu et place de balises théoriques suffisamment claires et explicites.

### **DU COTE DES ORGANISATIONS : POURQUOI PARLER DE MILIEUX POPULAIRES ?**

Au vu de ces constats, la question que l'on peut légitimement se poser est : pourquoi en tant que mouvement social, avoir encore recours au terme *milieux populaires* ? En d'autres termes, à quoi cela sert-il de parler de *milieux populaires* aujourd'hui ?

Nous l'avons vu, pour les publics des organisations, ce terme est souvent perçu comme péjoratif et ils veulent s'en distancer. Par conséquent, communiquer de la sorte en vue de mobiliser un public est parfaitement inefficace et a, au contraire, un effet repoussoir. Les organisations constitutives interrogées en sont d'ailleurs bien conscientes : si elles utilisent le terme *milieux populaires* dans leurs documents de référence et dans leur communication vers d'autres organisations et/ou pouvoirs subsidiaires, elles évitent d'y avoir recours dans leur communication directe vers leurs publics. Ainsi, à la JOC : « *Milieux populaires*, ce n'est pas forcément quelque chose qu'on met en avant. Mais c'est un public qu'on va chercher. On ne va pas leur dire qu'ils sont de milieux populaires, ça ce sont des choses que les gens savent déjà ». Pour les jocistes, il y a d'ailleurs un risque que si on approche les jeunes en disant : « Nous sommes une organisation qui travaille pour les jeunes de quartiers populaires, donc viens avec nous, on va trouver des solutions », ils répondent :

« C'est quoi ce truc de Blancs, moi, je vais pas là-bas ». La JOC préfère par conséquent se présenter comme « une organisation progressiste sur toutes les questions ».

Chez Vie Féminine, il semble y avoir « plus d'écueils, en termes de travail de terrain, à garder *milieux populaires* (avec les stéréotypes potentiels que ce terme peut charrier) qu'à le lâcher ». Si, jusqu'à présent, l'expression est encore utilisée dans la communication externe, l'association évite de l'utiliser « vers les personnes qu'on a envie de faire venir chez nous ». Du côté des Equipes populaires, on a lancé un chantier « communication ». Il s'agit d'un chantier « non pas sur l'identité et les manières de faire, mais sur comment se présenter ». Aux Equipes, il n'est pas du tout question de remettre en cause le terme *milieux populaires*, mais on reconnaît qu'il n'est pas parlant lorsqu'il s'agit de se présenter. C'est pourquoi l'accent est davantage mis sur la méthode d'éducation permanente du mouvement : « Quand on doit présenter le mouvement, on dit : c'est un mouvement qui essaie de créer des groupes de gens qui veulent s'organiser autour de sujets qui les préoccupent ».

Dès lors, si le terme *milieux populaires* est flou pour les permanents qui l'utilisent et est inutile pour communiquer vers les publics des organisations, à quoi sert-il ? A délimiter les publics cible ? A justifier une méthode ? A mobiliser un concept politique, porteur de luttes ? C'est ce que nous allons tenter de voir dans la suite de cette étude.

## 2. Trouble dans la classe

*Nous l'avons vu, pour les organisations interrogées, la question de la classe sociale est contenue dans le terme milieux populaires, et semble même s'y réduire. Or même ce terme de milieux populaires, supposé tenir lieu d'une « classe » qui ne parle à personne, ne parle plus de lui-même. Peut-on en conclure qu'il y a désormais trouble dans la classe ? C'est ce que nous allons chercher à savoir.*

Pour tenter de comprendre à quoi sert le terme *milieux populaires* aujourd'hui dans les organisations qui l'emploient, nous allons utiliser comme fil directeur la proposition des Equipes Populaires qui déclarent : « On garde un phare avec le mot *populaire*, pas seulement parce que ça concerne une catégorisation de public mais aussi une visée, et même une manière de faire (*éducation populaire*) ». Ainsi donc, le terme *populaire* (soulignons ici que le terme *milieux* reste attaché à la notion de public uniquement) aurait trois fonctions distinctes au sein des organisations. Il servirait d'éclairage pour délimiter un public ; il permettrait de qualifier une méthode de travail spécifique ; il aiderait à déterminer une visée à l'action.

Dans cette partie de notre étude, nous allons chercher à approfondir chacune de ces dimensions afin de voir si elles clarifient le sens de l'usage du terme *milieux populaires* dans les organisations. Nous nous pencherons tout d'abord sur la tentative de délimiter un *public*. Nous traiterons ensuite ensemble *méthode* et *visée* car elles sont souvent intrinsèquement liées dans les propos des organisations. Ce faisant, nous aurons une attention particulière à la dimension de *politisation*, intrinsèque au travail culturel de l'éducation permanente : conscientes des problèmes spécifiques de la *classe en soi* (inégalités économiques et sociales, etc.), les organisations disent-elles travailler à développer une conscience de classe, une *classe pour soi* ? Nous terminerons enfin avec un ensemble de critiques que les organisations adressent, explicitement ou implicitement, au concept de *classe sociale*.

### DELIMITATION D'UN PUBLIC

---

Dans le chef des organisations, le terme *milieux populaires* est avant tout mobilisé pour désigner leur public-cible. Ce terme est d'ailleurs celui consacré par les décrets Education permanente de 1976 et 2003<sup>9</sup>. Mais ce concept, délié d'une référence à un

---

<sup>9</sup> « Décret fixant les conditions de reconnaissance et d'octroi de subventions aux organisations

cadre théorique ou idéologique clair, semble désormais flou. Les organisations peinent à décrire concrètement ce à quoi il fait référence, tant en termes de caractéristiques d'un public précis, qu'en termes de clôture (éventuellement conflictuelle) d'un monde par rapport à un autre, opposant un « dedans » et un « dehors », un « eux » et un « nous ».

Pour nous aider à baliser théoriquement ce concept, nous proposons de nous baser sur la définition qu'Olivier Schwartz fait des *classes populaires*. Pour celui-ci, les *classes populaires* se distinguent des autres classes par le fait de combiner « petitesse du statut professionnel ou social, étroitesse des ressources économiques – sans que cela ne signifie nécessairement précarité – et éloignement par rapport au capital culturel, et d'abord par rapport à l'école »<sup>10</sup>.

Si Schwartz donne une définition permettant d'identifier les *classes populaires*, il ne prétend pas que celles-ci soient homogènes. Les situations de domination peuvent être très diverses : petits paysans, ouvriers, employés, petits artisans et commerçants mais aussi chômeurs, jeunes marginalisés sont autant de catégories appartenant aux classes populaires. Il faut donc absolument dépasser l'illusion de l'homogénéité des groupes dominés. Ceux-ci peuvent se différencier par le sexe, l'âge, l'ancrage rural ou urbain, le rapport à l'école et le niveau de diplôme, les caractéristiques de travail, les trajectoires de vie, les stratégies mises en œuvre pour y faire face, etc. Cette fragmentation des classes populaires n'est pas neuve, elle a toujours existé. Pour Schwartz, reconnaître l'hétérogénéité inhérente aux classes populaires permet d'échapper à une vision essentialiste du *peuple*, tout en permettant de penser un continuum entre les groupes dominés. Par l'utilisation du pluriel, la notion de *classes populaires* comprend cette diversité de groupes sociaux.

Ainsi donc, au-delà de l'hétérogénéité apparente, c'est cette combinaison de position sociale dominée, de faibles ressources économiques et de séparation (ou *a minima* de distance) d'avec la culture légitime qui est le propre des groupes rassemblés sous la catégorie sociologique de *classes populaires*. Voyons ce que disent les organisations interrogées de ces différentes dimensions.

## LA QUESTION SOCIO-ÉCONOMIQUE

Pour chacune des organisations interrogées, la question socio-économique est une évidence et les *milieux populaires* sont étroitement associés à la notion de *précarité*. Accès au logement, rapport difficile aux institutions (CPAS, justice, Forem, etc.), violences policières : les thématiques travaillées témoignent de faibles revenus économiques et de positions sociales dominées. Cependant, si chacune des organisations considère le public précarisé comme faisant partie intégrante de ses

---

d'éducation permanente des adultes en général et aux organisations de promotion socio-culturelle des travailleurs », 8 avril 1976 ; « Décret relatif au développement de l'action d'Education permanente dans le champ de la vie associative », 17 juillet 2003.

<sup>10</sup> SCHWARTZ Olivier, « Peut-on parler des classes populaires ? », *La vie des idées*, 13 septembre 2011, URL : [www.laviedesidees.fr/Peut-on-parler-des-classes.html](http://www.laviedesidees.fr/Peut-on-parler-des-classes.html), consulté le 12 juillet 2024.



missions, celui-ci est loin d'être le seul public visé. Partout, le souhait est d'« inclure le plus possible », sans se limiter aux groupes les plus dominés ou exclus.

Aux Equipes populaires, on ne se considère pas comme « spécialistes d'un travail avec les plus désaffiliés ou les plus précaires » mais on souhaite travailler avec « les dominés dans le système d'aujourd'hui, ce qui va d'ultra-précaire jusqu'à classe moyenne ». Pour les Equipes, « *milieux populaires* est à prendre au sens large du terme : pas seulement la partie souffrante du peuple, mais aussi la classe moyenne, ou issue d'anciennes classes de travailleurs, qui ont pu acquérir un peu de patrimoine ». Dans leur texte d'*Orientations*, les Equipes mentionnent la triple domination (capitaliste, raciste, sexiste) comme une balise : leurs publics en subissent au moins une des trois. A cette volonté d'inclure le plus possible, de « coaliser les différentes fractions des milieux populaires » s'ajoute un garde-fou : celui de continuer à toucher des « personnes les plus éloignées de la participation démocratique ». C'est pourquoi les Equipes travaillent, entre autres, en partenariat avec des CPAS, des centres ISP, des missions locales où les publics rencontrés « subissent au moins deux dominations ».

Cette volonté d'avoir une attention pour les publics les plus précaires et les plus éloignés de la participation est également très présente chez Vie Féminine. Cependant, si l'organisation féministe veut s'adresser à toutes les femmes car « les inégalités traversent la vie de toutes les femmes et aucune femme n'est à l'abri », il s'agit de placer « les femmes les plus invisibilisées, les plus marginalisées » *au cœur* de l'attention du mouvement et de ses missions, l'enjeu étant de « ne pas opposer les différents types de femmes mais de mettre le *cœur* et puis les autres types de public ». Par conséquent, bien qu'elle s'adresse à toutes, Vie Féminine ne pourrait pas porter « une revendication uniquement pour les bourgeoises » car « les revendications vont d'abord aller vers le cœur des missions mais en étant portées par toutes en se disant que, de toutes façons, ça peut rejaillir sur tout le monde ». On notera également que, bien que Vie Féminine accorde une attention prioritaire aux femmes les plus précaires, sa volonté est avant tout de rassembler des femmes dans une dénonciation du patriarcat et pas forcément de coaliser les femmes des milieux populaires autour de l'enjeu de classe sociale. Nous pourrions à la limite risquer de dire que, dans cette manière de penser et d'agir à partir de quelque chose comme un intérêt spécifique partagé par toutes les femmes, Vie Féminine pense et organise bien son action autour d'une classe, mais qu'il s'agit de *la classe des femmes*<sup>11</sup>.

Du côté de la JOC, si les *jeunes des milieux populaires* sont « un public prioritaire, extrêmement précarisé » et pour lequel on va développer des choses, « on ne fait pas une obsession de dire : il faut uniquement qu'on travaille avec des *jeunes de quartiers populaires*. A la JOC, la question de la classe sociale, elle se pose mais ce n'est pas un frein pour nous ». C'est ici le positionnement idéologique subjectif des jeunes qui semble déterminant. En effet, « un jeune qui est d'un milieu

---

<sup>11</sup> DELPHY Christine, *L'ennemi principal. 1. Economie politique du patriarcat*, Paris, Syllepse, 1998.

bourgeois, on ne va pas lui interdire de venir à la JOC ou de travailler comme permanent. Ce qui se passe, c'est qu'on mesure les jeunes en général sur les valeurs politiques qu'ils portent. On a beaucoup de militantisme au sein de la JOC et donc c'est en principe sur les valeurs qu'ils défendent, les positions qu'ils ont, les revendications qu'ils ont qui font plus leur adhérence à la JOC ou pas ».

Ce premier tour d'horizon nous montre que, si les organisations s'accordent toutes sur le fait que les *milieux populaires* sont des publics précaires socio-économiquement, elles veulent également toutes brasser plus large que ce premier public cible pour différentes raisons. Alors que les Equipes se donnent pour mission de coaliser les milieux populaires, dans une acception large du terme ; à Vie Féminine, on souhaite placer les femmes des milieux populaires *au cœur* des missions tout en s'adressant à toutes les femmes dans une société patriarcale ; et à la JOC, enfin, si on s'accorde sur le fait que le public de *jeunes des milieux populaires* est important, il reste clair qu'il s'agit d'un public parmi d'autres, car ce qui compte, c'est le positionnement politique progressiste des jocistes.

### LA QUESTION DE L'ÉCOLE

Comme déjà évoqué, pour Schwartz, ce qui caractérise les milieux populaires, c'est une combinaison de faible position socio-économique et d'éloignement de la culture légitime incarnée prioritairement par l'école. Ce double aspect est confirmé par les décrets *Education permanente*<sup>12</sup> de 1976 et de 2003 où la référence à l'absence de diplôme de l'enseignement supérieur est un marqueur clair d'appartenance aux milieux populaires.

Cependant, nous pouvons constater que cette dimension ne fait plus désormais consensus au sein des organisations interrogées. En effet, avec la massification scolaire, avec l'augmentation de la précarité (y compris chez les diplômés), et avec l'arrivée de migrants diplômés précarisés par leur situation administrative, le panorama des différentes fractions des classes populaires semble de plus en plus large et éclaté. La question de savoir désormais si les études constituent le véritable critère distinctif entre les classes populaires et les autres classes se pose. Il ne s'agit pas là d'une interrogation de nature théorique pour les organisations mais plutôt d'une question de nature stratégique : qui sont les publics

---

<sup>12</sup> Le décret de 1976 mentionne comme public issu des milieux populaires : « travailleurs salariés, de travailleurs appointés ou d'agents de services publics, qui ne sont ni porteurs d'un diplôme ou d'un certificat de l'enseignement supérieur universitaire ou non universitaire, ni étudiants dans un des enseignements de plein exercice visés ci-avant » (« Décret fixant les conditions de reconnaissance et d'octroi de subventions aux organisations d'éducation permanente », 8 avril 1976, article 10, §2). Le décret de 2003 parle de « personnes, avec ou sans emploi, qui sont porteuses au maximum d'un diplôme de l'enseignement secondaire ou de personnes en situation de précarité sociale ou de grande pauvreté » (« Décret relatif au développement de l'action d'Education permanente dans le champ de la vie associative », 17 juillet 2003, article 2).

prioritaires qu'elles choisissent de toucher ? Avec qui souhaitent-elles mener le travail culturel de l'Education permanente ?

Aux Equipes populaires, la dernière enquête de 2023<sup>13</sup> montre un équilibre entre les membres interrogés : 1/3 ont fait des études supérieures et 2/3 sont porteurs au maximum du CESS. Cette réalité reflète bien la volonté des Equipes de « coaliser tous ceux qui subissent des dominations mais parfois d'ordre différent ».

Pour la JOC, c'est le positionnement politique des jeunes qui importe, ce qui induit de facto que ni la possession de diplômes d'études supérieures, ni son absence ne sont un critère de délimitation des publics cible.

Au niveau des militants, on a de tout mais il y a beaucoup, beaucoup de jeunes universitaires. Cela a été une de nos cibles aussi parce que les différentes politiques qui ont été prises sur le plan universitaire ces dernières années ont forcé les jeunes à se mobiliser. Et prochainement on va ouvrir des sections à Saint Louis et à l'ULB. Donc oui, prochainement de jeunes universitaires, encore...

Vie Féminine ne semble pas s'être positionnée sur cette question des études supérieures comme marqueur séparant les classes populaires des autres classes. Lors de son Congrès, elle a cependant réaffirmé « avoir une attention particulière aux femmes qu'on n'entend pas, celles qui morflent le plus, celles qui sont les plus éloignées de la participation ». On peut se demander si des universitaires peuvent faire partie de celles-là ou si, de facto, les études donnent une assurance, une voix, qui permet davantage d'entrer dans la participation.

On le voit, s'il y a consensus dans les organisations sur la précarité socio-économique comme caractéristique principale des *milieux populaires* – et donc des publics à aller chercher –, l'évolution du contexte de société (massification scolaire, notamment) et le souci d'inclusivité des organisations les poussent à rassembler parmi leurs publics et membres un nombre certain de titulaires d'études supérieures. Le souhait est de brasser large et d'inclure le plus possible sous la bannière des *milieux populaires*, la dimension des diplômes apparaissant dès lors comme secondaire par rapport au critère de précarité socio-économique.

## EUX ET NOUS

Les organisations se veulent inclusives et semblent s'efforcer de ne pas cliver. L'expérience leur montre que délimiter de manière trop précise qui sont les milieux populaires est source de conflit en interne. Aux Equipes Populaires, être propriétaire de son logement ou pas est une ligne de tension. Chez Vie Féminine, la suppression de la référence aux *milieux populaires* dans le texte du Congrès a rencontré une vive opposition de certaines parties prenantes. A la JOC, les conceptions de « qui est

---

<sup>13</sup> DELPERDANGE L. & LOHEST G., *op. cit.*

considéré comme un jeune de milieu populaire » peuvent entrer en conflit, selon que les jocistes soient bruxellois-es ou wallon-es, de milieu urbain ou rural.

Mais à force d'élargir la compréhension de la notion, ne risque-t-elle pas de devenir un véritable fourre-tout ? A quoi sert encore ce terme s'il ne marque plus de frontière entre des mondes distincts ? Et si des mondes distincts existent, de quels mondes s'agit-il ? Des milieux sociaux et culturels ? Des classes sociales ? Le monde « des dominants » et celui « des dominés », toutes dominations confondues ?

En faisant le choix de l'inclusivité, qui est aussi celui de ne pas délimiter le « Nous », les organisations répondent au contexte qui est celui d'un *désenclavement des milieux populaires*. En effet, en 1957, Richard Hoggart<sup>14</sup> avait mis en avant qu'une des caractéristiques principales de l'*ethos* des classes populaires était de se vivre comme séparés des autres classes sociales, dans un isolement fait de ségrégation subie et d'auto-exclusion consentie. Ce « *Eux et Nous* » protège dans l'entre-soi de la famille et du quartier, mais il peut aussi être compris comme une forme de résistance à la domination. En 2011, Olivier Schwartz<sup>15</sup> pose le constat de la persistance des emplois subalternes et d'une aggravation des processus de précarisation tout en pointant un désenclavement culturel des classes populaires à l'œuvre. Celui-ci s'opère via l'allongement de la scolarité, la réceptivité à la culture médiatique et la diversification des contacts avec les autres classes sociales (via le travail de service, notamment). Selon Schwartz, il faudrait dès lors sortir du modèle des univers ségrégués légué par Hoggart.

En conclusion, on peut dire que si *milieux populaires* sert à désigner un public (en mettant l'accent sur sa précarité économique), il ne sert en l'occurrence pas réellement à délimiter ce public. Mais le terme reste utile car, en brassant plus large que les seuls *publics précaires*, il offre aux organisations la possibilité d'avoir une portée plus universelle, à partir du point de vue situé des moins dotés socio-économiquement de nos sociétés.

On peut néanmoins se demander si en ne délimitant pas le *Eux* et le *Nous*, les organisations ne se privent pas d'un levier précieux de transformation sociale. Car, comme le montre Alain Touraine dans son analyse des mouvements sociaux contemporains, tout mouvement social doit avoir une vision claire de son identité (qui il représente en fin de compte), de l'adversaire auquel il s'oppose et des enjeux du conflit au niveau de la société globale<sup>16</sup>.

---

<sup>14</sup> HOGGART Richard, *La culture du pauvre. Etude sur le style de vie des classes populaires en Angleterre*, Paris, Minuit, 1970.

<sup>15</sup> SCHWARTZ O., *op. cit.*

<sup>16</sup> Cf. « Identité, opposition, totalité », TOURAINE Alain, *Sociologie de l'action*, Paris, Seuil, 1965, pp. 154-159.



## **EDUCATION PERMANENTE, POLITISATION ET CONSCIENCE DE CLASSE : QUELLES PRATIQUES POUR QUELLE(S) VISEE(S) ?**

---

Une des fonctions évoquées du terme *milieux populaires* serait de rappeler la spécificité d'une méthode, celle de l'*éducation populaire* (appelée *éducation permanente* par les décrets de 1976 et 2003) à laquelle les trois organisations se réfèrent. Si toutes les trois insistent sur le travail à partir de problèmes concrets, ancrés dans le local et gardent comme matrice commune le *Voir-Juger-Agir*<sup>17</sup>, elles développent des sensibilités différentes par rapport à l'éducation permanente. A quoi sert l'éducation permanente ? Comment fait-on de l'éducation permanente ? Quelle conception de la politisation et quelle place pour celle-ci en éducation permanente ? Quel rapport y a-t-il entre *éducation permanente*, *milieux populaires* et *classes sociales* ? Nous allons tenter d'esquisser ci-dessous les réponses de chacune des organisations à ces questions.

### **LES EQUIPES POPULAIRES**

Aux Equipes populaires, la « volonté est de *coaliser* les milieux populaires ». « On reconnaît qu'ils sont diversifiés tout en n'utilisant pas un vocabulaire marxiste avec *dominant/dominé* binaire, mais plutôt un vocabulaire pluraliste de coalition de tous ceux et celles qui subissent des dominations parfois d'ordre différent ». Ce travail de coalition se fait dans une démarche d'éducation permanente, en étant très ancrés localement et en pensant les actions depuis la base. Il est sous-tendu par des valeurs de « justice sociale, justice climatique, justice migratoire, justice fiscale. Justice, égalité, solidarité ». Cependant, la première de ces valeurs, « c'est la manière dont on travaille. *L'éducation populaire comme valeur* ».

Concrètement, aux Equipes, on cherche à avoir « un regard critique sur la société » et à soutenir « un approfondissement et une mise en pratique de la *démocratie* ». Une démocratie qu'il s'agit d'éprouver dans la manière de fonctionner de l'organisation.

Aux Equipes Populaires, on a une attention très forte de pouvoir mettre ensemble des gens différents. Parce qu'entre quelqu'un qui est ultra précaire et quelqu'un qui fait plutôt partie de la petite classe moyenne, c'est pas du tout le même habitus. Et on arrive quand même à les faire dialoguer et à les faire mettre ensemble autour d'un projet commun qui est notre mouvement et la vie autour du mouvement. Peut-être à des échelons différents de participation, mais c'est quand même quelque chose d'assez fort et que les militants et les membres nous renvoient souvent : on n'a

---

<sup>17</sup> Cette affirmation mérite d'être légèrement nuancée. En effet, si la JOC et les Equipes Populaires utilisent encore le *Voir-Juger-Agir* comme un référentiel, Vie Féminine ne convoque plus cette méthode en tant que telle depuis le début des années 2000, sans pour autant vraiment sortir de cette matrice. L'organisation féministe a exposé les raisons de cette évolution dans la recherche-action *Des envies individuelles au changement collectif... par les chemins de traverse* (2001) et théorisé sa méthode propre dans son *Référentiel d'Education Permanente Féministe* (2014).

jamais vu ailleurs une démocratie aussi profonde et en souhait d'impliquer le plus possible les gens.

La politisation n'est pas abordée de manière explicite, cependant elle peut s'opérer de manière implicite, en faisant groupe, en mettant en débat les désaccords, en fabriquant des choses ensemble.

L'ADN des Equipes, c'est d'accepter tout le monde. Pour déconstruire [les discours et positionnements éventuellement problématiques] il faut d'abord une parole libérée. Quand on n'ose plus dire les choses ou on ne sait plus comment dire les choses, c'est exclu. On doit pouvoir entendre ce que les gens ont à dire et les mettre en débat. C'est ça qui manque dans la société : on est entre convaincus, il n'y a pas la mise en débat des désaccords. Autre chose aussi c'est de faire des choses ensemble. Tricot, cuisine, tout est bon. Des choses bougent chez les gens du fait d'avoir fait ou fabriqué des choses avec des gens différents d'eux. C'est le conflit au sens noble du terme.

Au final, aux Equipes, on ose croire que « si quelqu'un est rempli de préjugés racistes, sexistes, complotistes, qu'il vient puis qu'il reste dans le groupe – alors qu'il sent que notre mouvement sur ces questions n'est pas aligné avec lui – c'est parce que des choses bougent, que la volonté de rester à table avec les autres est plus forte que les préjugés ».

Quant à la question de la *classe*, elle est présente en filigrane : dans les méthodologies de travail inclusives où l'on fait en sorte que tous et toutes puissent se saisir des enjeux et comprendre (aspect culturel de la classe), mais aussi dans la lecture économique de l'organisation.

*Un mouvement pour l'égalité c'est vraiment vécu comme égalité économique. Ça veut dire diminuer les écarts de richesses entre riches et pauvres. Ça ne veut pas dire spontanément sauf chez certains : entre les hommes et les femmes. Ni non plus entre les éduqués et les peu ou pas, scolarisés. Notre conception de l'égalité c'est un focus économique. Mais dans nos outils on ne va pas aller chercher des matériels théoriques de décryptage de l'économie. On est un peu éclatés...*

Bien que les Equipes populaires fassent du travail politique pour plus d'égalité économique, elles se refusent à viser l'unification de quelque chose comme une classe consciente. Dans l'organisation, il n'y a pas de « volonté de créer une conscience de classe unifiée pour renverser quoi que ce soit ».

## **VIE FÉMININE**

Vie Féminine, souhaite « permettre à des femmes d'avoir des *droits* culturels, de *participer* à la définition de ce que c'est cette société-ci. » Par l'éducation permanente, elle mène ce travail culturel et politique qui va « du plus abstrait en décodant avec les femmes au plus concret en allant jusqu'à une transformation sociale (mais autant dans son privé que dans la sphère publique) ». *Droits*, *participation* et *émancipation* sont des mots-clés pour l'organisation féministe. Ils participent de sa vision de la transformation sociale.

Pour réaliser concrètement son travail d'éducation permanente, Vie Féminine souhaite se penser « levier pour les femmes ».

La base, c'est de renforcer les femmes sur leurs capacités. La plupart des femmes qui font partie de notre public ont d'abord besoin d'être crues, d'être entendues, d'être renforcées sur leur potentiel. Il y a une valorisation de leur expertise qui est un préalable à tout. Mais ce n'est pas un *empowerment* « bien-être ». On cherche à leur permettre de sortir de leur individualité, de voir que ce qui leur arrive en tant que Catherine, ce n'est PAS justement en tant que Catherine, c'est parce que Catherine, Cathy, Nathalie... vivent la même chose *parce qu'elles sont des femmes*. En libérant d'une forme de culpabilité, de responsabilité individuelle, on crée les conditions d'émancipation, ce qui est différent de dire que nous émancipons les femmes. Nous créons les conditions et ce sont les femmes qui arrivent à s'émanciper parfois sur certaines choses. Par ailleurs, permettre aux femmes la réflexivité dont elles ont besoin pour se libérer de la responsabilité individuelle, c'est ce qui permet aussi, dans un second temps, de réfléchir à ce qui pourrait être mieux pour toutes. Donc c'est vraiment passer du « je au nous » : ça libère et en plus ça permet de se projeter.

Si Vie Féminine veut être levier pour permettre la réflexivité dont les femmes ont besoin, le terme de *politisation* ne fait pas pour autant consensus. L'organisation considère que « ce que les femmes disent, c'est déjà politique » et que son travail consiste avant tout à « décoder avec elles, leur permettre de déployer leur pensée, leur montrer que c'est politique et en quoi ça concerne le vivre ensemble. En quoi ça leur arrive *parce qu'elles font partie de la catégorie sociale femme dans un patriarcat* ». On voit donc que ce qui est mis au travail chez Vie féminine, c'est la « classe des femmes » avant la « classe sociale ».

La préoccupation économique n'est pas pour autant mise de côté, car dans toutes ses activités (revendications, manifs, action, animation), Vie Féminine « *va d'abord penser à l'accessibilité des femmes les plus défavorisées économiquement* ». Cependant, est-ce suffisant pour dire que Vie Féminine travaille la question de la classe ?

Vie Féminine le confesse : « on n'est pas loin sur la classe dans notre travail avec les femmes parce qu'on n'est pas à l'aise. On doit travailler sur le capitalisme, parce que la classe sociale, c'est aussi *Comment sortir [d'une approche qui se concentre sur les fractions] les plus pauvres ? Les pauvres/les riches, ça ne dit pas assez la diversité des fractures qu'il y a dans ce monde-ci* ». Pour cette raison, le projet est d'introduire le terme *classe sociale* dans le nouveau Projet Social et Politique de Vie Féminine qui sera écrit après le Congrès. A cette fin, il s'agira de « mener un vrai travail de théorisation : comment parler de la classe sociale ? Et comment le faire pour que ça corresponde à l'article qui a été voté, par lequel on a reçu un mandat des femmes et des travailleuses ? » Une fois que ce travail sera fait, le terme de *classe sociale* « devra rester une boussole ».

En attendant, Vie Féminine considère que « la question de la classe sociale est sous-entendue dans le terme éducation permanente ». Lors du Congrès, les femmes

de Vie Féminine ont réaffirmé que le féminisme de Vie Féminine, c'est de l'éducation permanente, tout comme l'éducation permanente de Vie Féminine, c'est du féminisme. Les deux sont indissociables.

## LA JOC

A la JOC, on se dit « progressistes sur toutes les questions ». Ce progressisme est basé sur des discussions en « réunion des permanents (le corps politique de la JOC) ». « La vision politique de la JOC, c'est une vision qui est ancrée dans le contexte : on fait une analyse du contexte précis et on définit les résultats progressistes qu'on peut avoir ». A la JOC, plusieurs notions font partie du référentiel politique : « intersectionnalité, décolonial, anti-sexiste, anti-fasciste, anti-capitaliste... Et pas "post-capitaliste" <sup>18</sup>! Parce que nous considérons qu'avant d'être dans le post-capitalisme, il faut d'abord être dans l'anti-, lutter contre ».

Concrètement, le travail d'éducation permanente se fait en s'inscrivant directement dans l'action.

Par exemple, on apprend qu'il y a un fait de violences policières qui vient d'arriver dans un quartier, on va aller se renseigner pour voir ce qui s'est passé. S'il y a déjà une dynamique qui s'est mise en place, ce qui arrive très souvent, on va s'inscrire simplement dans l'aide de cette affaire.

Si la JOC rend toujours hommage à sa méthodologie historique du *Voir-Juger-Agir*, elle l'a beaucoup réadaptée, en mettant principalement l'accent sur *l'Agir*.

C'est toujours notre logiciel mais on a beaucoup de jeunes qui sont déjà à l'étape de *l'Agir*. Ils n'ont pas besoin que tu leur expliques le problème, que tu juges avec eux du problème, non, ils savent déjà concrètement comment faire et ils viennent à la JOC parce qu'elle a des moyens d'agir concrètement. Ces jeunes-là, quand ils arrivent, on leur met à disposition les moyens, on sait déjà que politiquement, ils sont déjà plus ou moins dans notre ligne. Dans cette entrée par l'action, l'analyse se base sur « il y a un problème, comment est-ce qu'on va s'inscrire dans la résolution de ce problème » ? Et pas tellement, « ces gens viennent de tel milieu et donc fonctionnent comme cela ».

Si l'action est première, la formation politique n'est pas évacuée pour autant. Partant du constat que « beaucoup de jeunes aujourd'hui n'aiment pas tellement l'idée que les gens viennent les éduquer », la JOC privilégie la « formation par l'action ».

On a des jeunes qui sont là, s'ils souhaitent se former sur certaines choses, on va mettre à disposition les formations. Par exemple, après une manifestation, le jeune

---

<sup>18</sup> Le terme « post-capitaliste » fait ici référence au choix du Congrès du MOC de septembre 2023, qui réoriente la stratégie de ce dernier en tant Mouvement post-capitaliste, avant-gardiste et internationaliste.



te demande comment on a organisé cette manifestation, quelles sont les étapes pour faire une manifestation. Et donc, tu fais un travail politique : « D'abord, il faut que tu demandes une autorisation auprès de la police, il y a une négociation qui est faite avec la police, tu dois décider d'un trajet, tu dois faire un événement Facebook, etc, etc... ». Beaucoup appellent cela ici la formation par l'action, l'Action est une porte d'entrée mais les jeunes vont se rendre compte d'eux-mêmes de leurs lacunes politiques. Et à ce moment-là, il y a des demandes de formation qui arrivent : Qu'est-ce qu'on fait pour ça ? Le Voir/juger/Agir est parfois inversé, il est dans l'autre sens, il n'est pas forcément linéaire. Il est là, on le pratique toujours.

On notera que, dans les exemples cités, la formation est envisagée comme un soutien ou un prérequis « technique » aux actions. Il ne s'agit pas à proprement parler d'une démarche de politisation au sens idéologique puisque, pour la JOC, les jeunes sont déjà politisés.

Cette politisation des jeunes s'incarne dans différentes identités politiques progressistes, portées fièrement par les jocistes : « Moi, je suis féministe », « Moi, je suis militant décolonial », « Moi, je suis sur des questions de climat ». Ainsi les jeunes se définissent plus dans une thématique politique que dans une appartenance à un milieu social. Ils ne disent pas : « Je suis issu de... Et donc, je suis... ». Par exemple, « on a beaucoup de jeunes sur les thématiques antifa, ils sont quasiment tous de classe populaire mais ils ne vont pas te matérialiser la chose comme cela ».

Face à cette pluralité de combats politiques, à la JOC, « on essaie qu'il n'y ait pas d'agenda prioritaire par rapport à d'autres ». On ne dit pas « c'est tel public qui est prioritaire pour nous pour le moment. On traite des thématiques et on essaie d'avoir des choses concrètes dans chacune de ces thématiques. Actuellement, on a trois campagnes nationales en cours. La première c'est sur la décolonisation, la deuxième, c'est une campagne antifa et la troisième, c'est sur le sexisme ».

Ainsi donc, à la JOC, la question de la classe sociale est une question légitime mais à traiter sur le même pied que les autres. D'autant plus que « la promesse [d'une certaine gauche historique] selon laquelle lorsque les classes sociales sont tombées, les autres problèmes tombent » a montré toutes ses limites. A la JOC, la question de la race se pose particulièrement car on sait que régler la question du capitalisme ne règle pas le racisme pour autant.

Dans cette section, nous avons cherché à savoir quels étaient les liens entre *éducation permanente*, *milieux populaires* et *classe sociale*. Les termes s'éclairent-ils l'un l'autre comme l'avancent les organisations ? Et quelle place les visées et démarches d'éducation permanente des organisations accordent-elles à la

*politisation*, entendue comme le processus de *conscientisation*<sup>19</sup> des structures oppressives qui permet de passer de la *classe en soi* à la *classe pour soi* ?

Chacune des organisations interrogées développe une visée et des manières de faire de l'éducation permanente qui lui est propre et dont elle est fière. Le processus d'éducation permanente est placé au cœur de l'identité des organisations et, parfois, érigé au rang de valeur. Il est censé contenir en lui-même, « sous-entendre » la notion de *classe sociale*, ou à tout le moins de *milieux populaires*.

Par conséquent, la *classe sociale* n'est jamais envisagée comme un objet de travail en tant que tel. Elle n'est pas vue comme une catégorie politique qui pourrait être utile pour une action transformatrice. Elle n'est pas mobilisée dans un processus de politisation car, pour les trois organisations, politiser c'est avant tout aider à expliciter ce qui est *déjà* politique chez les gens plus que contribuer à la formation d'une nouvelle conscience politique, ou a fortiori apporter une conscience critique depuis l'extérieur. Sur cette base, aucune organisation ne souhaite travailler à l'élaboration d'une conscience de classe, à partir de la *classe sociale* - alors que Vie Féminine travaille en quelque sorte à l'unification de la *classe des femmes* et que la JOC est très engagée sur les questions décoloniales. Nous observons également que, quand la classe est mobilisée, c'est avant tout dans une démarche d'inclusivité et en prêtant attention aux dimensions culturelles de la classe (être adaptés aux différents habitus, etc.), plutôt que comme grille de lecture politique et comme levier de projet de transformation sociale.

Cette attitude est d'autant plus paradoxale que chacune des organisations se revendique du mouvement ouvrier et reste attachée à une inscription de son action en milieu populaire. On peut dès lors se demander ce qui fait obstacle à un travail d'éducation permanente et de transformation sociale, à partir du concept de *classe sociale*. Notre hypothèse est que les organisations sont porteuses de critiques explicites et implicites à l'égard de ce concept. Voyons lesquelles.

---

<sup>19</sup> On notera que cette conception de la *politisation* est très proche du concept de *conscientisation* développé par Paulo Freire dans *Pédagogie des Opprimés* (Maspero, 1974). Irène Pereira, dans la préface de la nouvelle édition commente la notion : « La conscientisation est une prise de conscience des mécanismes des structures sociales oppressives. La conscientisation opère une dialectique entre un savoir social expérientiel situé, d'une part, et d'autre part, un savoir de type général et abstrait, comme celui que propose les sciences sociales, afin de permettre aux opprimés d'analyser la situation d'oppression qu'ils ou elles vivent. La conscientisation est un processus qui s'effectue à travers la dialectique entre des savoirs différents. En cela, la conscientisation ne vise pas une « invasion culturelle » qui réduirait les opprimés au rang d'objets, mais une « synthèse culturelle ». La conscientisation vise à passer d'une « conscience naïve » ou « conscience première » à une « conscience critique ». Pour Freire, la conscientisation peut jouer un rôle dans l'émancipation, parce qu'elle permet de dépasser la conscience fataliste entretenue par les mythes inventés par la bourgeoisie pour décourager les opprimés d'agir. Cependant, « la conscientisation ne s'accomplit pleinement que dans la *praxis*, dans l'action transformatrice ». (PEREIRA Irène, « Préface » in FREIRE Paulo, *La Pédagogie des opprimés*, Marseille, Agone, 2021).

## LES CRITIQUES ADRESSEES A LA CLASSE

---

On peut relever quatre critiques principales qui ont été formulées soit explicitement, soit implicitement par les organisations interrogées.

- **La classe ne suffit pas**

Cette critique est très présente au sein de Vie Féminine et de la JOC. Pour celles-ci, le terme de *milieux populaires* (dans lequel la classe sociale est sous-entendue) est « insuffisant pour désigner les effets du racisme et du sexisme ». Si les deux organisations reconnaissent que la question de la classe est importante, il ne s'agit pas du seul paramètre à prendre en compte car, dans notre contexte de société actuel, « la question de la classe simplement n'est pas suffisamment inclusive pour permettre à des jeunes des quartiers populaires issus de l'immigration de s'y impliquer vraiment et de s'y retrouver ». Pour les deux organisations, racisme et sexisme sont également à prendre en compte car elles ne croient pas en cette « ancienne promesse selon laquelle, lorsque les classes sociales seraient tombées, les autres problèmes tomberaient aussi ».

- **La classe, c'est trop binaire**

Cette critique est adressée par les Equipes Populaires. Dans leur volonté de « coaliser les milieux populaires », l'organisation évite d'utiliser « un vocabulaire marxiste avec dominant/dominé binaire » mais préfère plutôt avoir recours à « un vocabulaire pluraliste de coalition de tous ceux qui subissent des dominations, parfois d'ordre différent ». Ainsi donc, le concept de classe manquerait de nuance, et pourrait ainsi courir le risque d'être trop clivant.

- **La classe, c'est dépassé**

On retrouve cette critique dans les trois organisations. A la JOC, on pense que le concept de *classe* est insuffisant pour rendre compte du contexte occidental actuel marqué par le racisme et les phénomènes migratoires. Chez Vie Féminine, c'est le terme de *milieux populaires* qui a été interrogé en préparation du Congrès et un grand nombre de femmes l'ont déclaré « désuet, fourre-tout, péjoratif et ne correspondant plus aux réalités de vie des femmes ». Aux Equipes populaires, on estime que le concept de *classe sociale*, associé à une lecture marxiste, est dépassé, et qu'il faut mobiliser d'autres penseurs, tels que Thomas Piketty et Bruno Latour. De Piketty, on retient l'importance structurante de la logique de l'héritage et du patrimoine présentée notamment dans sa récente « Brève histoire de l'égalité »<sup>20</sup>. « Aujourd'hui ce qui est structurant, c'est la question du patrimoine. La logique de l'héritage conduit à une concentration de plus en plus grande des richesses ». C'est le patrimoine, et non pas la propriété des moyens de production, qui structure les inégalités : « ce que tu possèdes et la sécurité que cela te donne ». Quant à Latour<sup>21</sup>,

---

<sup>20</sup> PIKETTY Thomas, *Une brève histoire de l'égalité*, Paris, Seuil, 2021.

<sup>21</sup> LATOUR Bruno et SCHULTZ Nikolaj, *Mémo sur la nouvelle classe écologique*, Paris, La Découverte, Coll. Les empêcheurs de tourner en rond, 2022.

« il reconnaît que la *classe* est d'une utilité majeure pour structurer un combat, mais il affirme que cette notion n'est plus réactivable telle qu'elle a existé entre la révolution industrielle et la fin du 20<sup>e</sup> siècle. Il faut reconstruire, réinventer, reconfigurer la classe sociale à partir d'une nouvelle césure qui n'est pas la possession des moyens de production. C'est la condition pour coaliser une nouvelle conscience de classe ». Pour les Equipes populaires, « il faut que nos mouvements se saisissent de cela », tout en reconnaissant que « cela n'a rien d'évident ».

- **La classe, seuls les premiers concernés peuvent en parler**

Intituler la critique de Vie Féminine de cette manière, c'est un peu forcer le trait. Et pourtant, cela fait écho à ce qu'on entend aujourd'hui dans les milieux militants lorsqu'il est question de dominations structurelles. Ce que Vie Féminine dit c'est que, puisque les femmes ne parlent pas de *classe sociale* et rejettent le terme *milieux populaires*, se pose la question démocratique de savoir qui a le droit d'en parler : qui est légitime pour nommer les classes sociales ? L'intention de l'organisation féministe est, au moment de notre entretien, de procéder en deux temps : il y a d'abord le temps du Congrès qui est celui des femmes, où « on va parler avec les mots des femmes » et où ni *classe sociale*, ni *milieux populaires* n'apparaîtront. Ensuite, sur base de ce que les femmes ont voté, le mot *classe*, ce sera un « devoir de mouvement de l'amener tout doucement », en l'inscrivant dans le Projet social et politique qui sera réécrit dans la foulée du Congrès. Cependant, cette inscription de la *classe* devra se faire « à la sauce de ce que les femmes ont dit ». On voit bien que, dans ce double geste, Vie Féminine reconnaît la primauté « aux premières concernées », tout en reconnaissant qu'en tant que mouvement d'éducation permanente féministe, l'organisation a un devoir d'amener et d'instruire des grilles de lecture théoriques et politiques, telles que celle de la *classe*.

Dans cette deuxième partie de notre étude, nous sommes partis du constat que le terme *milieux populaires* est flou pour les permanent-es qui l'utilisent et inutile, voire délétère, pour communiquer vers les publics des organisations. Cependant, celles-ci continuent de s'y référer. Pour quelles raisons ? A quoi sert ce terme ? Nous avons fait trois hypothèses *a priori*. La première est qu'il sert à délimiter les publics cible des organisations. La deuxième est qu'il justifie la méthode de l'éducation permanente. La troisième est qu'il permet de mobiliser le concept politique de *classe sociale* en vue d'une transformation sociale.

Aucune de ces pistes ne s'est vérifiée dans les entretiens. Premièrement, si *milieux populaires* sert à désigner un public, il ne sert pas à le délimiter. Deuxièmement, l'éducation permanente étant pour les organisations une méthode, mais aussi une identité et une valeur, elle n'a pas besoin d'être justifiée par la classe ; au contraire c'est la classe qui est supposée contenue, « sous-entendue » dans l'éducation permanente. Troisièmement, le concept de classe sociale n'est pas traité

en soi et n'est pas utilisé à des fins de politisation, aucun projet de construction d'une conscience de classe n'animant les organisations.

Si, aujourd'hui, les termes de *milieux populaires* et de *classe sociale* n'avaient aucune importance pour les organisations interrogées, on pourrait se contenter de conclure qu'il s'agit de reliques du passé et cette étude n'aurait pas lieu d'être. Mais, ce qui est troublant, c'est que les organisations continuent à s'y référer, que ces notions continuent à susciter du conflit, à faire l'objet de critiques, en un mot qu'elles continuent à vivre au sein des organisations, sans que celles-ci sachent réellement quel sens leur donner et comment s'en servir. S'il paraît assez clair pour les organisations qu'il existe des limites à un usage exclusif de la notion de *classe*, à elle seule insuffisante à saisir la complexité des dominations multiples et leurs intersections, la spécificité et la nécessité propre à la notion de *classe sociale* semble loin d'aller de soi pour elles. Ne pourrait-on pas voir derrière l'apparente évidence de la critique selon laquelle « la classe ne suffit pas » une sorte de dénégation<sup>22</sup> du fait que ce à quoi la classe peut bien malgré tout servir n'est pas clair ? La sociologue Danièle Kergoat écrit en ce sens :

L'impasse sur les classes sociales continue dans la période actuelle alors même qu'en France (et ailleurs), les rapports de classe vont en s'exacerbant. Certes les études féministes invoquent régulièrement le croisement nécessaire entre genre, « race » et classe. Mais le croisement privilégié est celui entre race et genre tandis que la classe sociale ne reste le plus souvent qu'une citation obligée<sup>23</sup>.

Et pourtant l'attachement des organisations interrogées à l'idée de *classe* semble patent, mais dans un contexte où cette notion ne constitue plus une évidence. Il nous semble ainsi assez clair qu'il existe quelque chose comme un véritable « *trouble dans la classe* » au sein des organisations.

C'est pourquoi nous proposons dans la partie qui suit quelques réflexions qui invitent à une mise en perspective historique de la fonction politique de la notion de *classes sociales*. Il ne s'agit pas ici de prêcher un retour à une vérité sacrée et oubliée, mais de tenter de renouer quelques fils de la tradition ouvrière, afin de rouvrir des perspectives que l'horizon bouché de notre présent pourrait nous faire trop vite tenir pour inexistantes.

---

<sup>22</sup> C'est-à-dire une manière de dire ou révéler malgré soi, sans vouloir le dire ou en prétendant précisément le contraire.

<sup>23</sup> KERGOAT Danièle, « Dynamique et consubstantialité des rapports sociaux », in DORLIN Elsa (dir.), *Sexe, race, classe, pour une épistémologie de la domination*, Paris, PUF, 2009, pp. 115-116.

### 3. *De la classe ouvrière aux milieux populaires : quelques réflexions pour une mise en débat*

*Le principal point que nous souhaiterions relever en guise d'objet de réflexion globale sur notre démarche et sur les résultats récoltés relève dans le fait que, à la question « parlez-vous de classes sociales ? », les organisations nous ont systématiquement répondu « milieux populaires » (le plus souvent, si pas systématiquement, au pluriel).*

Ce terme s'est révélé crucial par la manière dont les organisations s'en revendiquent pour penser à la fois leur public, leur manière de faire (une méthodologie de travail en éducation permanente) et la visée de leur action (« un phare » politique, une valeur) ; tout cela se cristallisant dans une certaine identité ou une représentation de ce qu'est l'identité de chaque organisation et du mouvement en général.

Or passer de « classes sociales » à « milieux populaires » implique un double déplacement : de *classes* on passe à *milieu(x)* ; et de *sociales* on passe à *populaires*. Si les « classes sociales » ont une dimension à la fois économique et politique, et s'articulent avant tout avec la question du conflit capital/travail, les « milieux populaires » semblent plus flous dans leurs contours et doués d'une connotation davantage culturelle. Il peut alors être intéressant de relever, d'un point de vue historique, les enjeux politiques liés à l'utilisation de la notion spécifique de classe, afin de se demander ce qui se produit lorsque l'on passe de la « classe » au « milieu ».

#### **LA NOTION DE CLASSE SOCIALE**

---

La notion de classe sociale s'est déployée au long des 19<sup>e</sup> et 20<sup>e</sup> siècles comme catégorie servant à la fois de (1) description *théorique* de la société au sein des sciences sociales (sous les plumes de Marx, Weber et puis Bourdieu, notamment) ; (2) mais aussi d'outil *critique* de dévoilement des mécanismes de domination ; (3) et enfin comme outil d'*orientation idéologique et politique* pour l'action et l'identité du mouvement ouvrier, se donnant pour ambition de constituer une conscience de classe, et devenant ainsi, de classe *en soi*, une classe *pour soi* : une classe consciente de ses intérêts, consciente de son rôle structurel dans la société, et s'organisant pour transformer celle-ci.

Comme l'écrit le sociologue Louis Chauvel, le point de départ pour toute théorie des classes sociales est le fait d'identifier des catégories « inégalement situées – et

dotées – dans le système productif »<sup>24</sup>. A cette position objective sont articulées différentes formes d'identité : temporelle (permanence dans le temps), culturelle (références symboliques et modes de vie spécifiques) et collective<sup>25</sup>. Cette dernière forme d'identité renvoie selon Chauvel à « une capacité à agir collectivement, de façon conflictuelle, dans la sphère politique afin de faire reconnaître l'unité de la classe et ses intérêts »<sup>26</sup>. Il s'agit ici de l'aspect par lequel, selon la tradition marxiste, une classe sociale devient « classe pour soi », c'est-à-dire « consciente de soi », et organise une action politique centrée sur ses intérêts propres.

La notion de classe fonctionne alors d'une part comme un concept qui sert à désigner l'existence objective d'un certain groupe social qui occupe une certaine position (économique, politique, culturelle) dans un espace social stratifié et inégal ; et d'autre part comme notion qui vise à dénoncer cet ordre social comme vecteur de domination et d'injustices, et à potentiellement organiser une action collective politique coalisée autour d'un intérêt commun en vue de la transformation de cet ordre. La classe est donc une catégorie porteuse d'enjeux théoriques et descriptifs (qu'est-ce qu'une classe, quelles sont les classes sociales et leurs composantes dans une société donnée, etc.), mais aussi un concept intrinsèquement politique et critique. Selon les mots du sociologue Erik Olin Wright :

La classe est un concept chargé normativement, enraciné dans des idées d'oppression, d'exploitation et de domination. Ce concept sous-tend une théorie explicative des conflits, des institutions et du changement social fondée sur l'idée d'intérêts intrinsèquement antagonistes, ainsi qu'une vision émancipatrice d'une société sans classe<sup>27</sup>.

## **CLASSES SOCIALES OU MILIEUX POPULAIRES ?**

---

Dans une analyse de 2019, insistant sur l'importance de cette dimension critique et politique de la notion de classe sociale, la sociologue Cécile Piret a défendu la nécessité de critiquer la notion de « classes ou milieux populaires » qui tend souvent à la remplacer dans les discours<sup>28</sup>.

Dans cette formule, le concept de classe sociale, en passant du singulier au pluriel (comme dans le passage de la classe ouvrière aux classes populaires), perd de sa plus-value explicative : l'espace social est envisagé comme structuré par des dimensions

---

<sup>24</sup> CHAUVEL Louis, « Le retour des classes sociales ? », *Revue de l'OFCE*, n°79, 2001, p. 317.

<sup>25</sup> *Ibid.*, pp. 317-318.

<sup>26</sup> *Ibid.*, p. 318.

<sup>27</sup> WRIGHT Erik Olin, *Pourquoi la classe compte. Capitalisme, genre et conscience de classe*, Paris, Editions Amsterdam, 2024, p. 339.

<sup>28</sup> PIRET Cécile, « Du sujet politique en éducation permanente. Quelle définition pour quels enjeux ? », analyse ARC, 2019, URL : <https://www.arc-culture.be/publications/du-sujet-politique-en-education-permanente-quelle-definition-pour-quels-enjeux/>

inégalitaires, mais rien n'est dit sur les relations de production qui configurent cet espace social, contrairement à ce que permet le concept de lutte de classe. Autrement dit, la dimension politique inscrite dans le concept de classe ouvrière s'est étiolée<sup>29</sup>.

On risque alors d'aboutir à une approche purement descriptive et quantitative des « classes » (devenues des « milieux ») qui se limite à saisir les groupes de manière statique à partir de la distribution inégale de revenus, patrimoine et autres capitaux (économiques mais aussi culturels et symboliques). On échoue alors, selon la sociologue, à saisir ce qui est véritablement en jeu dans les rapports de domination, et la manière dont les inégalités sont structurellement (re)produites : *exit* la question du travail, les rapports de production et la lutte des classes. Le problème d'une telle approche purement descriptive est « d'en arriver à définir uniquement ces groupes sociaux par une position et des caractéristiques socio-économiques dominées sans jamais identifier les mécanismes sociaux qui produisent un espace social hiérarchisé »<sup>30</sup>. D'où découleraient selon la sociologue trois conséquences politiques problématiques :

1) Les conflits sociaux sont euphémisés et apparaissent comme de l'ordre de l'exceptionnel, alors qu'ils sont en réalité « toujours constitutifs des conditions d'existence des milieux populaires et de leur champ des possibles, indépendamment du fait que ces groupes sociaux soient ou non activement engagés dans les luttes sociales »<sup>31</sup>. Il faut rappeler ici que, dans le référentiel marxiste, la notion de lutte des classes implique que la lutte des classes a *toujours* lieu dans une société capitaliste, quel que soit l'état des rapports de force et des conflits sociaux explicites à un moment donné. La lutte des classes dans le capitalisme ne se réduit pas aux moments de conflit social ouvert : elle est d'abord « une lutte de classe que le capital a toujours déjà déclarée par un mouvement de destruction et de ré-institution (mais à ses propres conditions) des conditions immédiates de la production sociale »<sup>32</sup>. La domination du capital sur nos vies et sur la société est une lutte des classes permanente : la lutte des classes menée par la bourgeoisie (au sens de la classe possédante), et à laquelle la classe ouvrière organisée oppose sa propre lutte. Dès lors que le salariat capitaliste implique nécessairement l'exploitation du travail, la lutte des classes a lieu en permanence, chaque jour, sur chaque lieu de travail, et produit ses effets jusque dans la sphère privée. Dans cette perspective, c'est à la limite l'ensemble de la sphère de l'économie, de la production et de la consommation, jusque et y compris dans leurs aspects techniques et technologiques, qui relèvent, au moins pour une part, de la lutte des classes.

---

<sup>29</sup> *Ibid.*

<sup>30</sup> *Ibid.*

<sup>31</sup> *Ibid.*

<sup>32</sup> CAVAZZINI Andrea, « La classe contre le peuple. Marxisme et populisme selon l'opéraïsme italien », in *Tumultes*, n° 40, 2013, p. 273.



2) L'abandon du référentiel politique (de la lutte) des classes peut entraîner par conséquent « une conception passive du public populaire, celui-ci n'étant pas envisagé comme étant partie prenante et donc comme pouvant prendre parti dans les dynamiques sociales »<sup>33</sup>. Si en réalité la lutte des classes a toujours déjà commencé, et que la lutte implique par définition la présence d'au moins deux adversaires, la résistance des dominé·es est, elle aussi, toujours déjà en jeu, quoiqu'à des degrés divers et dans diverses formes, selon la conjoncture et l'état du rapport de forces. Or, présenter la stratification sociale comme un continuum de niveau de revenu entre « riches » et « pauvres » occulte la capacité politique propre à une classe populaire définie autour du référentiel ouvrier – c'est-à-dire à partir du statut de travailleur·ses et de la position socialement stratégique qu'il confère.

3) Enfin, cet abandon peut conduire à une approche exclusivement *culturaliste* des classes ou milieux populaires. Cette tentation culturaliste est particulièrement présente dans le recours à la notion de « milieu », qui évoque un environnement, un cadre de vie, avec ses habitudes, ses rapports interpersonnels, ses manières d'être, de faire et de dire spécifiques. Si la classe populaire se caractérise bien par des spécificités d'ordre culturel qui sont objet d'une délégitimation par l'ordre dominant, la culture ne définit pas l'essence, et certainement pas *le tout* de la position de classe. Ainsi, selon la philosophe politique Nancy Fraser, œuvrer à l'émancipation des classes populaires ne peut se limiter à lutter contre les effets de discrimination dont est victime l'identité culturelle populaire, comme l'impliquerait une approche de la domination de classe en termes de « classisme » :

En souscrivant réellement à une théorie « culturaliste » de la société contemporaine, les tenants de cette perspective supposent que la distribution [économique] inique est un simple effet secondaire du déni de reconnaissance. Pour eux, les inégalités économiques sont de simples expressions de hiérarchies culturelles, ce qui signifie que l'oppression de classe est un effet superstructurel de la dépréciation de l'identité prolétarienne (ou, comme on dit aux États-Unis, du *classism*)<sup>34</sup>.

Si les différentes positions de classe produisent bel et bien des expressions culturelles qui leur correspondent, il ne faut ni comprendre cette causalité à l'envers, ni faire de la dimension culturelle de la classe l'alpha et l'omega de la lutte politique. Dans une approche matérialiste, qui a été historiquement celle du mouvement ouvrier organisé, ce n'est pas la délégitimation culturelle permanente de la culture populaire qui produit les classes populaires comme classes dominées : ce sont des

---

<sup>33</sup> PIRET C., *op. cit.* Nous avons déjà cité au début de l'étude le texte critique de Jean Blairon et Jacqueline Fastres à propos de l'usage de la notion de « public » en éducation permanente. Notons que nous soulignons ici les effets de passivité induits par le *lexique* mobilisé dans le secteur et dans les textes de loi. Que les organisations interrogées échappent, en tout ou en partie, à cette passivisation dans la conception des publics devra être mis au crédit de leurs pratiques, et mis en lien avec cette manière qu'elles ont de ne pas cesser de « tourner autour » de la notion trouble de classe sociale.

<sup>34</sup> FRASER Nancy, *Qu'est-ce que la justice sociale ? Reconnaissance et redistribution*, Paris, La Découverte, 2011, p. 76.

processus structurels et matériels de domination et d'exploitation économiques qui produisent les classes populaires dont l'expression culturelle sera systématiquement dominée<sup>35</sup>. Fraser nous invite ainsi à questionner l'imposition du cadre d'une politique de la *reconnaissance culturelle* à une problématique qui appelle en réalité avant tout une forme de *redistribution économique*, pouvant aller jusqu'à prendre la forme d'une transformation radicale des rapports économiques en vue de la suppression des rapports d'exploitation.

## **LES MILIEUX POPULAIRES SELON LES DECRETS EDUCATION PERMANENTE DE 1976 ET 2003**

---

Par rapport à la classe, la notion de milieux populaires tend ainsi à minimiser, voire occulter la dimension inégalitaire et conflictuelle des rapports sociaux<sup>36</sup>. Cependant l'usage systématique du terme de milieux populaires par les organisations interrogées dans la présente étude ne sort pas de nulle part. Il s'explique d'une part par la terminologie mobilisée par le décret qui régit légalement le champ de l'action permanente (décret de 2003, faisant suite à celui de 1976) ; d'autre part, par le contexte idéologique et politique plus global qui s'exprime dans ce choix terminologique posé par les co-auteurs et autrices des décrets, issu-es pour la plupart du secteur de l'éducation permanente.

En effet, en définissant leur public par le terme de *milieu populaire*, les organisations interrogées s'inscrivent en droite ligne du décret qui régit leur action et leur financement, à savoir le décret de 2003 « relatif au développement de l'action d'Education permanente dans le champ de la vie associative ». Ce texte pose les « milieux populaires » comme l'un des publics privilégiés de l'éducation permanente. Ce faisant, le décret de 2003 reprend des termes déjà présents dans le décret qui a régi le secteur pendant les 30 années qui ont précédé, à savoir le décret de 1976 « fixant les conditions de reconnaissance et d'octroi de subventions aux organisations d'éducation permanente des adultes en général et aux organisations de promotion socio-culturelle des travailleurs ». Si les deux décrets, co-écrits par des acteurs de l'éducation permanente, parlent bien de milieux populaires, il existe cependant une série de glissement terminologiques notables autour de cette notion entre 1976 et 2003.

---

<sup>35</sup> Ce qui certes ne manque pas de provoquer en retour un effet de maintien et de reproduction de la domination matérielle : culturellement délégitimées, les classes populaires sont alors moins susceptibles de pouvoir obtenir des postes de pouvoir qui constitueraient des leviers capables de modifier les structures institutionnelles, économiques et politiques de la domination capitaliste.

<sup>36</sup> VANDERBORGHT Muriel, « Vous avez dit "milieux populaires" ? Entre position sociale commune et éclatement des réalités », *Points de repères*, n° 40, décembre 2012, p. 21.

## LE DECRET DE 1976

Le décret de 1976 exige des organisations reconnues en éducation permanente désireuses d'obtenir la qualification d'organisation de promotion socioculturelle des travailleurs qu'elles « s'adressent et s'adaptent par priorité au public du milieu populaire ». Le texte poursuit :

*Par public du milieu populaire au sens du présent décret, on entend un groupe de participants composé par 80 p.c. au moins :*

*a) De travailleurs salariés, de travailleurs appointés ou d'agents de services publics, qui ne sont ni porteurs d'un diplôme ou d'un certificat de l'enseignement supérieur universitaire ou non universitaire, ni étudiants dans un des enseignements de plein exercice visés ci-avant;*

*b) D'agriculteurs, d'artisans, ou de commerçants, n'occupant pas de main-d'oeuvre salariée dans l'exercice de leur profession;*

*c) De conjoints, ascendants, descendants et personnes à charge des personnes qualifiées sous a) et b)<sup>37</sup>.*

L'appartenance au milieu populaire est ici caractérisée avant tout par la référence à la profession et au niveau de diplôme. La catégorie centrale est ici celle du travail : « en 76, le travail est la référence principale qui forge l'identité du citoyen et qui l'ancre dans la société »<sup>38</sup>. Relevons également le fait que les agriculteurs, artisans, ou commerçants sont considérés par ce texte comme faisant partie des milieux populaires à condition qu'ils n'emploient pas de main d'œuvre salariée. Cela révèle à quel point ce texte se révèle profondément structuré par la référence à la position dans les *rapports de production* (en dernière instance : capital vs travail), et considère comme appartenant aux milieux populaires *avant tout des travailleur·ses*<sup>39</sup>, en excluant explicitement les employeurs, en ce compris même ce qu'on pourrait appeler les petits patrons ou « petits bourgeois »<sup>40</sup>. Notons également l'usage systématique du singulier (« milieu populaire ») dans l'ensemble du texte de 1976, indiquant par là encore que quelque chose comme une forme d'*unité* existe derrière le vocable « milieu populaire », à savoir, précisément, la condition de travailleur·se. Autrement dit, l'appartenance à la classe ouvrière.

<sup>37</sup> « Décret fixant les conditions de reconnaissance et d'octroi de subventions aux organisations d'éducation permanente », 8 avril 1976, article 10, §2.

<sup>38</sup> ACCS et MOC, *Regards croisés sur l'Education Permanente, 1921 & 1976*, Bruxelles, Editions Vie Ouvrière, 1996, p. 123.

<sup>39</sup> En ce compris les travailleur·ses *sans emploi* : si le décret de 1976 n'en fait pas mention explicite, cette catégorie est bien reprise dans l'introduction des arrêtés d'application du 16 février 1977 (cf. *ibid.*, p. 121).

<sup>40</sup> Au sens de Erik Olin Wright : « qui possèdent et contrôlent les moyens de production sans recruter de travailleurs salariés » (WRIGHT E. O., *op. cit.*, p. 31).

## LE DECRET DE 2003

Le décret de 2003 apporte une série de légers glissements sémantiques, mais non dénués de portée idéologique et politique, lorsqu'il précise qu'il faut entendre par « public issu de milieux populaires » (désormais au pluriel) un « *groupe de participants composé de personnes, avec ou sans emploi, qui sont porteuses au maximum d'un diplôme de l'enseignement secondaire ou de personnes en situation de précarité sociale ou de grande pauvreté* »<sup>41</sup>. S'il ne s'agit pas à première vue d'un changement radical du public visé prioritairement par l'éducation permanente, on peut néanmoins relever quelques éléments significatifs qui ont évolué dans la manière donc ce public est défini et caractérisé :

1) la prise de distance à l'égard de toutes les références au statut de travailleur·ses qui constituait le cœur de la définition des publics populaires en 1976 ;

2) la confirmation et même le renforcement de l'importance du critère de l'absence de diplôme, dans la mesure où le décret de 1976 ne mentionnait pas le critère d'absence de diplôme pour les agriculteurs, artisans, ou commerçant (ce qui pouvait peut-être alors apparaître comme superflu, mais ne l'est plus dans un contexte social marqué par la poursuite de la massification scolaire) ;

3) l'introduction des termes de *précarité* et de *pauvreté* qui étaient notablement absents de la définition de 1976 ;

4) le passage au pluriel pour 3 des 4 occurrences de « milieux populaires » dans le décret de 2003.

Il est tentant de voir dans cet écart terminologique entre deux textes séparés de moins de 30 ans l'illustration d'un changement de paradigme idéologique global. On serait passé du registre de la *lutte des classes*, articulée autour de la question de la position dans les rapports de production, au registre de la *pauvreté*, de la *précarité* et de l'exclusion. Là où la lutte des classes lie la définition du milieu populaire à celle de la classe des travailleur·ses salarié·es, porteuse, au moins en puissance, d'une forme d'*unité politique*, le registre de la pauvreté et de l'exclusion désigne une grande variété de strates sociales, désormais éclatées. Ce second registre s'aligne avec l'approche de la question sociale en termes de « désaffiliation » qui a été théorisée par Robert Castel à partir des années 1980-1990, coïncidant avec le recul idéologique généralisé du référentiel de la lutte des classes et au début du détricotage néolibéral des grandes conquêtes sociales de l'après-guerre.

Cela implique toute une reconfiguration dans la manière de penser et caractériser les classes populaires. En 1976, les classes populaires sont avant tout

---

<sup>41</sup> « Décret relatif au développement de l'action d'Education permanente dans le champ de la vie associative », 17 juillet 2003, article 2.

des *prolétaires* au sens marxien du terme : des personnes qui, n'étant pas propriétaires de moyens de production, ne possèdent rien d'autre pour vivre que leur propre force de travail (et celle de leur progéniture) qu'elles sont structurellement condamnées à louer aux capitalistes qui en tireront une plus-value. Ne possédant rien, les prolétaires ne sont à la limite que de la force de travail « pure »<sup>42</sup>. En 2003, en revanche, les classes populaires sont définies par la négative, comme des « sans » : exclus, précaires, sans diplôme, sans revenus, sans emploi, etc.

### LA PORTEE POLITIQUE DU CHANGEMENT TERMINOLOGIQUE

D'un point de vue politique, ce passage est loin d'être anecdotique. C'est que la classe prolétaire au sens marxien désignait tout à la fois la *position économique* d'un groupe social victime d'exploitation et d'aliénation au travail, et la *capacité politique* de s'organiser collectivement en tant que travailleur·ses – c'est-à-dire depuis l'intérieur de l'ordre social économique dominant qui les exploite – pour transformer les rapports sociaux, afin de supprimer cette exploitation et cette aliénation. En ce sens, l'identité politique de « travailleur·ses exploité·es » est en soi *dialectique* : elle articule d'un côté un *tort*, une *position d'injustice subie* dans des rapports d'exploitation, et de l'autre une *capacité politique* d'organisation et de transformation de la société contre cette injustice à partir du même statut de travailleur·se.

Or, dans le référentiel du mouvement ouvrier, c'est la catégorie du *travail* qui est fondamentale pour saisir cette dialectique : exploité ou non, le travail humain est, aux côtés des forces de la nature et des ressources naturelles, la source de toute richesse, condition de toute vie et survie, individuelle comme collective. Le travail est le processus social de transformation et d'appropriation de la nature par l'humain : sans travail, pas de société humaine possible. Et c'est là que réside le potentiel de résistance irréductible de « la classe qui vit du travail » : sans elle, pas de richesses, pas de profit, pas de capital, et en dernière instance, pas de société tout court. Il ne s'agit pas simplement de dire que le statut de producteur confère un droit moral à opposer aux rapports d'exploitation : il s'agit avant tout là du socle *matériel* d'une capacité de résistance politique. On comprend alors l'importance de stratégies de lutte comme la grève (aujourd'hui par ailleurs reprise et réinventée par certains mouvements féministes) : la grève est l'outil de lutte propre à la classe de celles et ceux qui, étant les producteur·ices de toute richesse, peuvent interrompre la production afin d'engager un rapport de force matériel avec la classe capitaliste qui vit de leur exploitation. Si cette dernière classe concentre le pouvoir de décision, d'organisation et de gestion du processus de production, et qu'elle tient la classe ouvrière sous son contrôle par la dépendance vitale de celle-ci au salaire (chantage à l'emploi, etc.), il n'en demeure pas moins qu'en dernière instance, c'est le travail et non le capital qui crée la richesse dont le capital, et toute la société, dépendent. La

---

<sup>42</sup> CAVAZZINI A., *op. cit.*, p. 268.

classe ouvrière n'est alors pas seulement définie par la négative, contrairement à la pseudo-classe des « sans » : enfermée et exploitée dans les rapports de production capitaliste en tant que travailleur·se, elle constitue un sujet politique (au moins virtuellement), « précisément parce qu'il est immanent au système social, (il) est en mesure de le subvertir en tant qu'ordre global »<sup>43</sup>.

On peut alors saisir en quoi le passage d'un référentiel qui articulait le milieu populaire au statut de travailleur·se (et donc pensait encore dans un référentiel « lutte des classes »), à un référentiel en termes d'identité sociale purement négative et passive (exclu, précaire, sans diplôme, sans emploi, sans revenu, etc.) fait disparaître cette puissance dialectique et cette potentialité politique du prolétariat. En 1976, les milieux populaires étaient ceux qui ne possédant rien d'autre que leur force de travail, ne sont pas seulement des « sans » : ils sont aussi des travailleur·ses ; en 2003, ils sont devenus des « sans », définis par la privation, le négatif, le manque ou la distance par rapport à une norme majoritaire à laquelle il va s'agir de les réintégrer (vocabulaire de la participation, de l'inclusion, etc.).

C'est aussi ce déplacement idéologique qui se donne à lire dans le passage du « milieu populaire » au singulier en 1976, à des « milieux populaires » au pluriel en 2003. Là où la classe ouvrière comme sujet politique impliquait, au moins virtuellement, une forme d'*unité politique*, les milieux populaires comme agglomération des exclu·es et des précaires se caractérisent avant tout par leur pluralité et leur éclatement. A un schéma binaire et clivant d'antagonisme irréductible entre classes aux intérêts divergents succède celui d'un cercle ou d'une spirale qui distribue autour de son centre une multitude de plus ou moins inclus, précaires ou en voie de désaffiliation.

## **LA FIN DE LA CENTRALITE OUVRIERE**

---

Cette transition idéologique que l'on observe entre les deux décrets ne sort pas de nulle part. Elle n'est en réalité que l'expression dans le champ de l'éducation permanente belge francophone d'un déplacement plus global au sein de l'hégémonie idéologique de la social-démocratie dans les pays du Nord global. Ce déplacement peut se résumer par la formule de « la fin de la centralité ouvrière », processus multidimensionnel que l'on pourrait se risquer à résumer schématiquement comme suit :

À la fin des années 1970, les sociétés européennes subissent les effets de chocs économiques (les crises pétrolières). Ils s'accompagnent de transformations structurelles de la production et du marché de l'emploi : une partie de la production industrielle est automatisée et/ou délocalisée ; une part significative du salariat est tertiariée ; l'emploi se féminise. C'est aussi l'époque du développement d'un

---

<sup>43</sup> *Ibid.*

chômage structurel massif, d'une démocratisation-massification de l'enseignement, y compris dans le supérieur. Sur le plan international, des pays organisent leur décolonisation tandis que le bloc soviétique se fragilise. Enfin de nouvelles formes de luttes se déploient : étudiantes, féministes, écologistes et, plus tard, altermondialistes. À partir de la fin des années 1970, la figure de l'« ouvrier » et l'identité de travailleur·se cessent de constituer le cœur unique des mobilisations sociales.

Cependant, la classe ouvrière n'a évidemment pas *objectivement* disparu. Aujourd'hui encore en Belgique environ 32% des travailleurs sont des ouvriers (contre une proportion quasi égale d'employés : 33%), et 18% des travailleuses sont des ouvrières (pour 52% d'employées)<sup>44</sup>. Selon les chiffres de l'ONSS de 2009, la Belgique comptait 1.234.600 ouvrier·es, 1.651.600 employé·es et 454.800 fonctionnaires, ce qui revient grosso modo à une force de travail constituée à 35% d'ouvrier, 50% d'employé·es et 15% de fonctionnaires<sup>45</sup>.

De plus, si l'on en suit la définition marxienne canonique, il n'y a pas de raison de réserver le statut de « prolétaire » (ou d'ouvrier au sens large) à celles et ceux qui occupent des emplois qualifiés d'« ouvrier » au sens restreint et spécifique qu'en donne la loi belge. Si « prolétaire » désigne toutes celles et ceux qui n'ont pas d'autre choix que de vendre jour après jour leur force de travail en échange d'un salaire pour vivre, c'est-à-dire toutes celles et ceux qui n'ont structurellement pas d'autre possibilité d'accès aux moyens de vivre que de s'employer sous le commandement d'une entreprise capitaliste (et ses actionnaires) qui par définition vit de l'exploitation du travail de ses employés, alors *l'ensemble des salariés tombent sous le coup de cette même définition*. Au sens strict, fait objectivement partie du prolétariat salarié toute personne « dont la seule ressource est sa capacité de travail » et se voit par conséquent « forcé de vendre celle-ci comme une marchandise »<sup>46</sup>. Si la classe ouvrière désigne en réalité l'ensemble des travailleur·ses salarié·es, ouvrier·es et employé·es confondu·es, alors la « fin de la centralité ouvrière » semble avoir encore moins de sens. Mais alors, de quelle fin s'agit-il ?

La fin de la centralité ouvrière ne peut alors que signifier la disparition de la centralité proprement *politique* de la classe ouvrière, c'est-à-dire la disparition de

<sup>44</sup> En 2021, « 52,1% des femmes au travail sont employées, 18,1% ouvrières et 14% fonctionnaires. Leurs homologues masculins sont employés à 33,6%, ouvriers à 32,2% et fonctionnaires à 10,2%. » (<https://statbel.fgov.be/fr/themes/census/marche-du-travail/situation-sur-le-marche-du-travail-emploi-et-chomage>)

<sup>45</sup> Selon les chiffres de l'ONSS, la Belgique comptait au deuxième semestre 2009 : 1.234.600 ouvriers, 1.651.600 employés et 454.800 fonctionnaires (<https://www.lalibre.be/belgique/2009/12/08/plus-demployes-que-douvriers-TQVSHTBMH5GZ7LL6PXTYRBZNOU/>).

<sup>46</sup> CAVAZZINI A., « La classe contre le peuple », *op. cit.*, p. 268.

cette articulation dialectique entre, d'une part, le fait *objectif* de l'existence de la classe ouvrière salariée et exploitée – son rôle central dans la production économique capitaliste : fait objectif qui n'a pas disparu, on vient de le voir –, et d'autre part la dimension *subjective* d'un *projet de transformation radicale de la société à partir de la position propre à cette classe exploitée*. Ce contre-projet s'est historiquement incarné dans ce que l'on englobe sous le terme de « mouvement ouvrier » au sens large : un ensemble d'idées et de pratiques hétérogènes, de contre-discours et de représentations alternatives, mais aussi d'institutions et d'organisations, porteuses d'un projet politique alternatif global visant le dépassement du mode de production capitaliste, voire la disparition des classes sociales et de toute forme d'exploitation<sup>47</sup>. C'est l'affaiblissement généralisé, voire l'éclipse tendancielle de cette dimension subjective depuis la fin des années 1970 qui entraîne le blocage de la dialectique de la classe exploitée. Si la classe salariée-exploitée n'incarne plus la possibilité et le projet – même lointain – d'un dépassement du capitalisme, elle se voit réduite à sa fonction objective au service du capital. Ne demeurent alors plus que des représentations misérabilistes d'une (sur)vie ouvrière « populaire » à laquelle est ôtée toute force de proposition politique autonome, et qui est devenue avant tout l'*objet* de discours humanitaires et de mécanismes étatiques de simple « gestion » de la pauvreté et de l'exclusion sociale<sup>48</sup>. Si le projet anticapitaliste n'a pas tout à fait disparu du champ social, il a perdu une grande partie de sa force du fait d'être porté désormais avant tout par des mouvements relativement minoritaires, voire marginaux – en tout cas en comparaison de ce que le mouvement ouvrier organisé a pu représenter au long du XX<sup>e</sup> siècle en tant que véritable projet de contre-hégémonie capable d'entrer dans un véritable rapport de force avec le capital<sup>49</sup>.

Une fois le projet de contre-hégémonie du mouvement ouvrier entré en crise (et ce, durablement), le contexte est devenu celui du déploiement généralisé d'une vision du monde néolibérale de plus en plus débridée, faite de concurrence et de compétition à tous les niveaux de la vie, dans les champs de la société.

---

<sup>47</sup> CAVAZZINI A., *Enquête ouvrière et théorie critique. Enjeux et figures de la centralité ouvrière dans l'Italie des années 1960*, Liège, Presses Universitaires de Liège, 2013, pp. 4-9 et pp. 141-146.

<sup>48</sup> Une « gestion » de l'exclusion sociale dont il est clair qu'elle est, *du point de vue de l'État capitaliste* qui en a concédé (pour combien de temps et à quelles conditions ?) l'institutionnalisation et le financement, la raison d'être de l'éducation permanente subsidiée – et ce quoi qu'il en soit des pratiques véritablement émancipatrices qui s'y déroulent effectivement.

<sup>49</sup> La marginalité se définit ici en termes d'absence de position stratégique dans la matérialité des rapports de production. Le plus souvent il s'agit d'individus ou de « groupes sociaux, certes politisés, mais dépourvus de toute position stratégique ou "exceptionnelle" dans la structure du capitalisme contemporain. Du coup, la seule politique qu'on peut construire à partir d'eux est une politique démocratique-radical », « une résistance "populaire" qui viserait l'appropriation [du Capital], mais nullement un renversement ou une manière alternative d'organiser les rapports de production (CAVAZZINI A., « La classe contre le peuple », *op. cit.*, pp. 271 et 274).



Toute cette évolution au sein du « monde du travail » s'est accompagnée de multiples assauts idéologiques contre les « valeurs de classe » qui avaient cours dans la période précédente : la notion de compétitivité a remplacé celle de solidarité, celle de gagnneur a pris la place de travailleur, celle d'exclu s'est substituée à celle d'opprimé<sup>50</sup>.

Or passer de l'image de l'opprimé·e de classe à celle du « perdant » et de l'exclu implique en filigrane une forme de responsabilisation de l'individu quant au sort qui lui est fait (versant libéral-méritocratique), ou une forme de justification implicite de l'ordre naturel d'une société comparable à une grande course qui opère le tri des individus ou groupes les plus adaptés ou compétents (versant conservateur-réactionnaire, qui peut aller jusqu'à une forme de darwinisme social fascisant). Il est alors clair que la généralisation de ce grand cadre idéologique devenu dominant constitue la toile de fond idéale sur laquelle les discours, les pratiques, les institutions et les lois réactionnaires et racistes fleurissent.

On peut alors faire l'hypothèse d'un lien entre d'une part la disparition de la conflictualité d'un Eux/Nous articulée autour d'un clivage de classes sociales (nous la classe laborieuse, eux la classe bourgeoise), et d'autre part la multiplication de conflits au sein du « nous » lui-même, devenu « milieux populaires », traversé par une multitude de sous-clivages culturels et ethniques, mais aussi économiques et statutaires. Le sociologue Olivier Schwartz diagnostique ainsi le développement au sein des classes populaires du « ce sentiment d'être lésés à la fois par des décisions qui viennent du haut mais aussi par des comportements qui viennent de ceux du bas, d'être lésés à la fois par les plus puissants et par les plus pauvres »<sup>51</sup>.

---

<sup>50</sup> ACCS et MOC, *Regards croisés sur l'Education Permanente*, op. cit., p. 128.

<sup>51</sup> SCHWARTZ O., op. cit.

# Conclusion

## *Vers une politique de classe ?*

Dans cette étude, nous avons essayé de voir, au travers d'entretiens réalisés avec trois organisations constitutives du MOC, ce qu'il en est du rapport à la notion de classes sociales au sein du mouvement. Le résultat qui ressort assez clairement est qu'il existe comme un *trouble dans la classe* au sein des organisations. Nous avons rassemblé sous ce terme le constat simultané : 1) d'une difficulté, voire d'une réticence à manier le terme de classe sociale en tant que tel, à l'égard duquel certaines critiques sont formulées ; 2) d'une préférence nette pour le vocable « milieux populaires », quoiqu'il soit lui-même mis en question par les organisations pour différentes raisons ; 3) de la volonté de garder malgré tout l'idée de « populaire », maintenue au centre de l'éducation permanente qui constitue le cœur de l'identité et des méthodes des organisations ; 4) de la persistance de ces notions à susciter du conflit, à faire l'objet de critiques, en un mot qu'elles continuent à vivre au sein des organisations, sans que celles-ci sachent réellement quel sens leur donner et comment s'en servir.

Sur base de ce constat à la fois clair et nuancé, nous avons ensuite proposé une mise en perspective en avançant quelques réflexions concernant les usages historiques de la notion de classe sociale et les enjeux idéologiques et politiques liés au fait que c'est, depuis maintenant une cinquantaine d'années, le terme de « milieux populaires » qui semble lui être préféré dans le champ associatif et politique.

Ces quelques réflexions et cette tentative de mise en perspective historique invitent peut-être à reconsidérer l'horizon et le programme ambitieux d'une véritable politique de classe. Le discours « troublé » des organisations interrogées résonne avec un contexte plus large dans lequel « les classes sociales sont une réalité tangible, mais vidées par l'histoire récente de contenu subjectif, et posée hors des représentations collectives »<sup>52</sup>. Des classes sociales devenues irréprésentables, voire innommables. Mais l'absence de mot ou de représentation adéquate pour cerner la chose ne supprime pas la réalité de la chose. Le succès grandissant des discours et politiques d'extrême droite ne peut sans doute se comprendre en dehors de ce décalage entre d'un côté une réalité objective de lutte des classes qui n'a pas disparu, voire qui s'accroît dans une société aux inégalités galopantes, et de l'autre, une incapacité à articuler collectivement des représentations critiques alternatives, porteuses d'un véritable projet de transformation à la fois radicale et globale des rapports sociaux. « Les rapports sociaux les plus violents sont souvent les plus

---

<sup>52</sup> CHAUVEL L., *op. cit.*, p. 357.

silencieux, ceux devant lesquels il n'existe pas de représentations constituées ni de discours organisés »<sup>53</sup>, écrit le sociologue Louis Chauvel.

Alors, quoi ? Reconstituer des représentations collectives articulées et réorganiser un discours de classe ? C'est en tout cas ce que suggérerait Muriel Vanderborght des Equipes populaires dans son étude de 2012 consacrée à la notion de « milieux populaires » :

Il apparaît aujourd'hui important de retravailler à la définition d'une conscience de groupe et d'une identité collective des classes les moins aisées afin d'éviter que le conflit ne se passe uniquement entre ceux qui possèdent peu et ceux qui ne possèdent rien et laisse indemne ceux qui détiennent à la fois le pouvoir et le capital<sup>54</sup>.

Que cette tâche puisse prêter à sourire, voire paraître impossible, n'indique peut-être rien d'autre qu'il en va là précisément de la voie par laquelle un mouvement d'éducation permanente pourrait ne plus se contenter de colmater les brèches du social, et se donnerait pour tâche de rompre avec l'existant en partant de ses failles.

Cela n'implique certainement pas de réactiver une conception étroite ou sélective de la « classe ouvrière », bien au contraire. Les acquis des luttes féministes et décoloniales sont irrévocables, et la classe ouvrière ne peut plus renvoyer à la seule figure fantasmatique de l'ouvrier « mâle blanc européen »<sup>55</sup>. Réinventer une politique de classe demanderait plutôt, en accord avec les finalités de l'éducation permanente, d'œuvrer à la multiplication et à la coalition de tous ces lieux de la vie quotidienne où il s'agit pour les classes populaires de refuser la condition qui leur est faite, de ne pas consentir à des demandes de pacification d'ordre gestionnaire dans les limites de l'existant, et de faire naître, à chaque fois, dans chaque lieu, pour chaque enjeu, un désir de liberté et de maîtrise collective sur leurs conditions d'existence. Une éducation populaire et permanente, donc, à la hauteur de ce que le mouvement ouvrier visait, et devrait viser encore, au niveau des enjeux de la production économique et du travail : impliquant l'ensemble des citoyen.nes « dans

---

<sup>53</sup> *Ibid.*

<sup>54</sup> VANDERBORGHT M., *op. cit.*, p. 28.

<sup>55</sup> C'est d'ailleurs la désormais incontournable prise en compte simultanée des rapports de domination Nord-Sud, des rapports de genre et de la crise écologique globale qui rend caduque, à notre sens, toute perspective d'un simple retour au programme social-démocrate ford-keynésien tel qu'il a existé dans la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle. Cet équilibre idéologique, politique et macroéconomique reposait à la fois sur une économie capitaliste de croissance intrinsèquement productiviste et écocidaire, des rapports Nord-Sud de type colonial ou néocolonial dont la classe ouvrière blanche occidentale tirait une forme de rente raciale (surexploitation de la main d'œuvre colonisée ou immigrée, extractivisme des ressources naturelles et délocalisation structurelle de certaines productions destructrice de l'environnement et de la force de travail), et l'exploitation du travail domestique et reproductif non rémunéré des femmes au bénéfice de la « classe des hommes », y compris au sein de la classe ouvrière.

l'expression, dans l'arbitrage des décisions dans la construction et la production de la société »<sup>56</sup>.

---

<sup>56</sup> ACCS et MOC, *Regards croisés sur l'Education Permanente, op. cit.*, p. 134.

# Bibliographie

ACCS et MOC, *Regards croisés sur l'Education Permanente, 1921 & 1976*, Bruxelles, Editions Vie Ouvrière, 1996.

BLAIRON Jean et FASTRES Jacqueline, « Education permanente et public populaire – examen exploratoire », in *Intermag*, mars 2017, URL : <https://www.intermag.be/592>.

CAVAZZINI Andrea, « La classe contre le peuple. Marxisme et populisme selon l'opéraïsme italien », in *Tumultes*, n° 40, 2013, pp. 259-274.

CAVAZZINI Andrea, *Enquête ouvrière et théorie critique. Enjeux et figures de la centralité ouvrière dans l'Italie des années 1960*, Liège, Presses Universitaires de Liège, 2013.

CONSEIL CULTUREL DE LA COMMUNAUTE CULTURELLE FRANCAISE, « Décret fixant les conditions de reconnaissance et d'octroi de subventions aux organisations d'éducation permanente des adultes en général et aux organisations de promotion socio-culturelle des travailleurs », Moniteur belge, Bruxelles, 8 avril 1976.

DELPERDANGE Laurence & LOHEST Guillaume, *Peur, colère, défiance. Et après ? Une recherche participative des Equipes Populaires (2019-2023)*, Namur, Equipes populaires, 2023, URL : <https://www.equipespopulaires.be/wp-content/uploads/2023/12/PDR-RECH-PART-2019-2023-20240424-WEB.pdf>.

DELPHY Christine, *L'ennemi principal. 1. Economie politique du patriarcat*, Paris, Syllepse, 1998.

CONSEIL CULTUREL DE LA COMMUNAUTE FRANCAISE, « Décret relatif au développement de l'action d'Education permanente dans le champ de la vie associative », Moniteur belge, Bruxelles, 17 juillet 2003.

FREIRE Paulo, *La Pédagogie des opprimés*, Marseille, Agone, 2021.

HOGGART Richard, *La culture du pauvre. Etude sur le style de vie des classes populaires en Angleterre*, Paris, Minuit, 1970.

KERGOAT Danièle, « Dynamique et consubstantialité des rapports sociaux », in DORLIN Elsa (dir.), *Sexe, race, classe, pour une épistémologie de la domination*, Paris, PUF, 2009, pp. 111-125.

LATOURE Bruno et SCHULTZ Nikolaj, *Mémo sur la nouvelle classe écologique*, Paris, La Découverte, Coll. Les empêcheurs de tourner en rond, 2022.

MATTHYS Jean, « Penser et combattre les dominations structurelles. Eléments pour une critique des notions de discrimination et de privilège », étude dans *Permanences critiques*, n° 4, juin 2022.

MORDANT Anne-France, « La notion de classes sociales (1) De la révolution industrielle aux Trente glorieuses : l'âge d'or », Analyse FTU, 2023, URL : <https://www.ftu.be/index.php/publications/accompagnement-de-la-vie-associative/455-la-notion-de-classes-sociales-1>.

MORDANT Anne-France, « La notion de classes sociales (2) Depuis 1980 : la fin des classes sociales? », Analyse FTU, 2023, URL : <https://www.ftu.be/index.php/publications/accompagnement-de-la-vie-associative/457-la-notion-de-classes-sociales-2>.

PEREIRA Irene, « Préface » in FREIRE Paulo, *La Pédagogie des opprimés*, Marseille, Agone, 2021.

PIRET Cécile, « Du sujet politique en éducation permanente. Quelle définition pour quels enjeux ? », analyse ARC, 2019, URL : <https://www.arc-culture.be/publications/du-sujet-politique-en-education-permanente-quelle-definition-pour-quels-enjeux/>

PIKETTY Thomas, *Une brève histoire de l'égalité*, Paris, Seuil, 2021.

SCHWARTZ Olivier, « Peut-on parler des classes populaires ? », *La vie des idées*, 13 septembre 2011, URL : [www.laviedesidees.fr/Peut-on-parler-des-classes.html](http://www.laviedesidees.fr/Peut-on-parler-des-classes.html), consulté le 12 juillet 2024.

TOURAINÉ Alain, *Sociologie de l'action*, Paris, Seuil, 1965.

VAN DER BORGHT Muriel, « Vous avez dit "milieux populaires" ? Entre position sociale commune et éclatement des réalités », *Points de repères*, n° 40, décembre 2012.

WRIGHT Erik Olin, *Pourquoi la classe compte. Capitalisme, genre et conscience de classe*, Paris, Editions Amsterdam, 2024.

# Annexe

## *Questionnaire pour les entretiens semi-directifs avec les représentants de Vie Féminine, des Equipes populaires et de la JOC*

### 1. MOT :

La notion de *classe sociale*, est-ce quelque chose qui vous parle ?

- a. Est-ce que vous l'utilisez, entre vous, avec vos publics ?
- b. Est-ce que vous pensez que cette notion parle à votre public ?
- c. Si non, quels termes privilégiez-vous pour parler de cette réalité ? Pourquoi ?
- d. Est-ce qu'il y a selon vous des termes à bannir ? Pourquoi ?

### 2. IDENTITE DE MOUVEMENT :

Est-ce que cette notion a été mise en réflexion dans votre organisation ?  
Comment ? Quels sont les résultats de ce travail ?

### 3. TRAVAIL ACTUEL :

Aujourd'hui, quelle place prend cette notion dans vos réflexions, vos activités, votre travail politique, votre communication ?

### 4. EDUCATION PERMANENTE :

Qu'est-ce que votre démarche d'Education permanente vous apprend sur la question de la *classe* aujourd'hui ? Quelle serait votre spécificité dans le secteur de l'Education permanente où l'on voit que la question de la *classe* et du référent *populaire* est de moins en moins présent ?

### 5. TROIS DIMENSIONS DE LA CLASSE :

La notion de *classe sociale* comporte historiquement trois dimensions : une dimension économique, une dimension culturelle et une dimension politique.

- a. Est-ce que vous prenez en compte ces trois dimensions dans votre travail ?
- b. Est-ce que vous privilégiez particulièrement l'une d'entre elles ?
- c. Est-ce que sur le terrain, certaines de ces dimensions entrent en conflit ?

## 6. MOYENNISATION ET FRAGMENTATION :

Depuis 1980, on fait le constat d'une *moyennisation* et d'une *fragmentation* de la société qui a largement affecté la *conscience de classe*.

- a. Quelles stratégies mettez-vous en place par rapport à ce phénomène ?
- b. Pour un mouvement qui travaille sur deux systèmes de domination au moins, quelle place prend la *classe* dans ce travail ?
- c. Quand on a une double identité, comment les faire dialoguer ?